

# Réflexions sur une longue séquence électorale

## I – La France de 2012 à 2017 : chronologie politico électorale et tendances idéologiques à l'œuvre

### *A – le politique et l'électoral*

Une élection est une photographie qui, par delà les événements de la campagne, et ils furent particulièrement nombreux en 2016 – 2017, cristallise des tendances lourdes.

2012 avait vu l'élection de François Hollande sur un rejet majoritaire de la présidence Sarkozy. Mais il n'y avait pas d'élan pour le nouveau président. Ses électeurs du second tour étaient, davantage que ceux de Sarkozy, motivés par le refus de l'adversaire. La dynamique de campagne était clairement favorable à Sarkozy. A 48,3%, il obtenait un pourcentage bien supérieur à celui que lui attribuaient les enquêtes d'opinion de début de campagne et même au soir du premier tour. Tous les candidats avaient pourtant appelé à le battre – montrant par là même que les consignes de vote ont peu d'effets.

La gauche elle-même n'avait totalisé que 43,7 % au premier tour. Les deux faits les plus marquants concernaient d'autres candidats que les « finalistes » : Jean Luc Mélenchon, fortement soutenu par le parti communiste, et bien qu'en baisse en fin de campagne, permettait à la gauche de transformation sociale de dépasser les 10 % pour la première fois depuis la candidature de Georges Marchais en 1981 ; Marine Le Pen dépassait le score le plus élevé de son père, obtenu en 2002 avec une forte abstention, et ce en voix et en pourcentage (17,92 % contre 16,86 %).

Les élections législatives de juin 2012 ont confirmé et amplifié le second tour : le PS a approché les 30 % et obtenu à lui seul la majorité absolue. Avec ses alliés, notamment verts, il a rassemblé 40 % des suffrages. Le front de gauche a

sensiblement reculé (6,91 % contre 11,1 % pour JL Mélenchon) et le FN est passé de 17,92 à 13,5 %. La droite, en recul, a conservé 220 sièges.

Point très important : le désintérêt pour ces élections a été inédit avec, au premier tour, 42,77 % d'abstentions contre 39,5 % en 2007 et 35,6 en 2002. De plus, le second tour des législatives enregistre, depuis 2002, un taux d'abstention supérieur à celui du premier tour. C'était l'inverse avant – à l'exception de 1993 où la victoire de la droite ne faisait pas de doute. L'impression que tout est joué prévaut.

En 2007, la participation à la présidentielle a été forte mais elle n'a en rien stimulé celle pour les législatives. A titre de comparaison, en 1993 le taux d'abstention aux législatives était de 31 % et en 1997 de 32 %. Le couplage présidentielle/législatives décidé en 2000 par Chirac et Jospin s'avère un puissant vecteur de dévalorisation de l'assemblée nationale pour les citoyens. En quelque sorte, avec la présidentielle, la messe est dite et il faut ratifier un choix, en tirer les conséquences, « donner au président les moyens de gouverner » alors que le parlement a les clés de l'investiture d'un gouvernement, du vote des lois et du contrôle de l'exécutif. Il faut mesurer que ce dispositif n'a pas d'équivalent dans les pays comparables – qu'ils soient parlementaires, comme nos voisins européens, ou à régime présidentiel comme les Etats Unis.

Au plan politique, François Hollande est très vite devenu impopulaire : dès l'automne 2012, les opinions négatives l'emportaient. Cela n'allait plus changer jusqu'à la fin du quinquennat avec l'exception des périodes post attentat en 2015. Il semble que l'abandon immédiat de la refondation de l'Europe, l'acceptation de la fermeture des hauts fourneaux de Florange, de la fermeture de Peugeot Aulnay, la reprise de la thématique de la baisse du coût du travail avec le rapport Gallois et le CICE, aient vite dissuadé la fraction la plus à gauche de l'électorat Hollande du second tour mais aussi ceux qui espéraient autre chose que la politique de la droite, sans gains compensateurs à droite ni approbation, par tout l'électorat socialiste, de ces renoncements.

Les échecs électoraux se sont multipliés pour le PS, victime privilégiée de l'abstentionnisme accru des classes populaires. Quasiment toutes les législatives partielles, et ce dès décembre 2012, ont été catastrophiques pour

lui allant jusqu'à l'exclure souvent du second tour. La droite, pourtant déchirée par la guerre Copé – Fillon après le vrai faux départ de Sarkozy, en a tiré profit plus que le FN handicapé par une moindre implantation locale. Peu attractif, vite divisé, le front de gauche est resté à son niveau des législatives 2012 – 7 %. Les verts n'ont pas davantage progressé.

Précédées, en janvier, par l'explicite conversion de Hollande à « l'économie de l'offre », soit la main laissée au patronat et le renoncement à des augmentations salariales et à une relance par les dépenses publiques, les municipales de 2014 ont vu le PS perdre, en solde, 74 de ses 160 villes de plus de 20 000 habitants. Le PCF et le front de gauche ont perdu des villes, certes en moindre proportion. Si le FN et la ligue du sud de Bompard, très proches par-delà les animosités personnelles, ont conquis une dizaine de communes, c'est d'abord la droite qui a remporté la mise. Il faut mesurer la portée de ces résultats que le maintien des mairies PS de Paris et de Lyon conduit parfois à minimiser : jamais un mouvement de balancier comparable n'était intervenu lors des municipales. Malgré leur très dense réseau d'élus, les socialistes ont perdu des villes longtemps solidement tenues – Grenoble, Limoges, Quimper, Roubaix, Tourcoing, Tours ....

Cette défaite, combinée à de peu glorieuses manœuvres qui ont vu Valls, Hamon et Montebourg comploter pour évincer Ayrault, conduit Hollande à appeler Valls à Matignon. Les verts partent et une fronde à géométrie variable s'ancre dans le groupe PS. La base politique du pouvoir se révèle très étroite. Cela s'accompagne d'une radicalisation droitière de Valls avec des odes au patronat (« j'aime l'entreprise » à l'université d'été du MEDEF).

Le mouvement électoral est confirmé et amplifié en mai 2014 aux élections européennes. Avec une faible participation, moins de la moitié, mais un peu en hausse sur 2009, le FN arrive en tête et rassemble un quart des suffrages. Il devance la droite. Le PS est loin derrière avec 14 %. Avec le front de gauche, les verts et l'extrême gauche, la gauche, au sens traditionnel, se trouve réduite à un tiers.

Les élections départementales, en mars 2015, sont la troisième étape de ce chemin de croix électoral. Le PS les aborde avec la volonté d'imposer une sorte de « tripartisme » : le FN, la droite et la « gauche ». C'est une stratégie de

desperado poussée à son extrémité : instrumentaliser systématiquement le FN pour imposer l'alignement de la gauche derrière le PS. Il faudrait donc une candidature unique, le plus souvent socialiste bien sûr, chaque fois que le FN et la droite risquent d'exclure la « gauche » du second tour – c'est-à-dire plus ou moins partout. Cela s'accompagne d'une dramatisation sur le risque de voir le FN arriver premier avec des sondages en ce sens. Au final, les combinaisons électorales sont très variées : candidature unique de la gauche, alliance PS – verts, alliance PCF Front de gauche – verts ...

Résultats, avec une participation proche de 50 %, soit en hausse sur 2011 : en tête au premier tour, la droite, explicitement élargie au MODEM, prend au PS la moitié de ses conseils départementaux ; le FN perce à un niveau inédit, de l'ordre du quart des exprimés, mais n'obtient que peu de sièges car les reports se font bien entre droite et gauche contre lui ; le PS recule à moins de 25 % mais ne s'effondre pas, avec de grandes inégalités selon les régions. Il a bénéficié d'un vote utile accentué par le regain de popularité de l'exécutif suite aux attentats de janvier 2015. Les autres composantes de la gauche obtiennent des résultats difficiles à interpréter en raison de la diversité des configurations d'alliance mais on peut dire qu'elles « sauvent la mise ».

Dernière étape : les élections régionales. Elles sont convoquées en décembre 2015 après deux lois qui ont défini la nouvelle configuration du territoire (passage de 22 à 13 régions en France métropolitaine) et étendu les compétences de ces entités. De par la taille des collectivités, ce sont des élections très politiques. La victoire de la droite est attendue mais ce qui pose le plus question, c'est la capacité du FN avec notamment les deux candidatures Le Pen, au nord et en PACA, à gagner une élection importante. La campagne n'aura pas vraiment lieu, paralysée par les attentats du 13 novembre et l'état d'urgence. La participation dépasse celle de 2010 surtout au second tour où, partout, et pas seulement là où le FN peut gagner, se produit un sursaut citoyen. Le FN est en tête au premier tour avec 28,4 % et devance la droite à 27,1 %. Le PS est troisième avec ses plus proches alliés. Pour les verts, à 6,8 % et, surtout, pour le Front de gauche, souvent divisé et en recul à 5 %, l'échec est clair.

Le PS garde certaines régions et échoue de peu à conserver l'Île – de – France. Il apparaît de plus en plus comme le parti de la « France qui va bien », soit une

partie de l'Île – de – France et la façade ouest ; il tient bien, parfois grâce à ses réseaux clientélares, dans les banlieues populaires de la plupart des grandes métropoles mais s'effondre dans ses zones d'influence traditionnelles du nord et de PACA. A l'est, en dehors de quelques grandes villes, il est porté disparu.

La question du « front républicain », soit le désistement droite – gauche en cas de risque de victoire du FN, est au centre du débat. Il s'agit bien de désistement, donc pas de fusion de listes, et cela équivaut, pour celui qui se désiste, à quitter le conseil régional pour six ans. La droite ne promet pas la réciprocité de ce désistement. Valls pousse fortement pour les désistements dans les trois régions où les scores FN sont les plus élevés. Le désistement intervient dans les Hauts de France et en PACA, pas à l'est. Mélenchon refuse ce choix que les communistes acceptent.

Le « front républicain » est vu comme un vecteur des recompositions futures. C'est illustré par l'implication de presque toutes les régions de droite dans le plan d'urgence gouvernemental pour l'emploi début 2016.

L'année 2016 commence avec l'idée que le casting 2017 pourrait ressembler de très près à celui de 2012 : Hollande, Sarkozy, Le Pen, Mélenchon et Bayrou.

La candidature Bayrou est testée mais elle est plus proche des scores de 2012 que de ceux de 2007 (pas plus de 10 % et moins en présence de Macron).

Marine Le Pen retarde son entrée en campagne, se fait rare dans les médias mais nul ne doute de sa candidature. Le FN travaille ses thématiques à la fois sociales et identitaires.

Sarkozy, revenu sans être jamais parti, est convaincu que sa capacité à mener campagne lui assurera une victoire facile à la primaire qu'il a acceptée. Il mène une campagne très à droite au plan sociétal et proche de celle de ses concurrents sur le social et l'économique où les propositions sont radicales, sur l'emploi public, les dépenses publiques, la fiscalité, les 35 h...

Hollande prépare son entrée en campagne, qu'il veut tardive, avec des discours symboliques, comme celui sur la gauche début mai. Avec la direction du PS, il semble victime d'un conservatisme intellectuel qui l'amène à penser que ce qui fut sera : dans toutes les élections où le pouvoir d'état est en cause depuis plus de 40 ans, et à l'exception de Jospin 2002, mais c'est justement un précédent

qu'il faut instrumentaliser pour aiguïser le vote utile, le PS, avec ses satellites radicaux de gauche, peut compter sur un socle de 20 %. Eu égard au niveau élevé du FN et à celui de la droite, dont la radicalité antisociale du projet est patente, le PS doit essayer de regrouper au centre et à gauche. En ce début 2016, Hollande, comme Valls, est donné très bas dans les enquêtes d'opinion, moins de 10 %. Macron est plus haut – de 13 à 15 %. Le PS est en fait devenu un parti sans véritable base militante, avec des élus et des collaborateurs d'élus, peu de présence dans les quartiers populaires, pas d'élaboration intellectuelle (elle est déléguée aux think tanks). Sa pratique du pouvoir national est tout simplement libérale et ne peut l'identifier par rapport à l'offensive Macron mais tout cela n'est pas perçu dans toutes ses implications. Hollande veut se déclarer tardivement et concourir pour une primaire en janvier 2017, celle qui aura lieu sans lui.

Mélenchon se lance dans une entreprise audacieuse : en finir avec le front de gauche où il voit un cartel de partis désaccordés et lancer la France insoumise : un mouvement qui se veut ancré à la base avec ses groupes d'appui. Le programme n'est pas éloigné de celui du front de gauche mais plus radicalement écologiste et il donne la première place à la sixième république. Le social, les salaires comptent mais ce n'est pas le sujet le plus abordé et le drapeau rouge s'efface là où domine le drapeau tricolore. La « primaire de toute la gauche » est refusée comme facteur de confusion. Nous y reviendrons.

L'année 2016, en mettant à part la phase finale de la primaire de la droite (voir II), est dominée par la radicalisation à droite du gouvernement, le mouvement de protestation contre la loi travail et, à gauche, la confrontation des logiques pour préparer la présidentielle autour de la primaire.

Alors que Valls proclame les prétendues « deux gauches » irréconciliables et affirme que la bataille de 2017 sera d'abord « identitaire et culturelle » – avec les musulmans dans le viseur, le gouvernement prend deux initiatives qui signent la rupture totale avec le substrat idéologique, culturel, quasi génétique de la gauche : la déchéance de nationalité pour les binationaux, la loi travail.

Dans le premier cas, la déchéance de nationalité est longtemps restée l'apanage du FN. Elle cible les français d'origine maghrébine, elle crée deux catégories de français, les vrais et les faux, ceux qui le resteront s'ils se rendent

coupables de certains crimes et les autres. Après les attentats, cette proposition était certainement majoritaire dans l'électorat (et la peine de mort l'eut été tout autant) mais elle indignait une bonne partie de la base politique du PS. Abandonnée après un parcours parlementaire confus, elle n'en a pas moins marqué une étape dans le découplage PS hollandais – Gauche. Hollande exprimera d'ailleurs des regrets a posteriori.

La loi travail, contrairement à la déchéance de nationalité, est un projet mûri de longue date. Il vient à la suite de la loi de sécurisation des parcours professionnels du 14 juin 2013, reprise de l'accord signé en janvier 2013 par les syndicats dits réformistes et surtout la CFDT, des lois Macron et Rebsamen de 2015 et des travaux d'une commission présidée par Jean Denis Combexelle, longtemps directeur des relations du travail de divers ministres de droite et de gauche. Le projet de loi contenait des dispositions ahurissantes mettant en cause les congés pour événements familiaux par exemple ou la durée de travail des apprentis. Certains points ont été retirés et le mouvement de contestation a forcé le gouvernement à introduire des dispositions – par exemple en faveur des jeunes. Mais le noyau est bien resté : recul de l'ordre public social et du principe de faveur – loi, convention de branche, accord d'entreprise ; facilitation du licenciement économique ; recul de la médecine du travail ... Le PS hollandais se convertit sans hésiter au néolibéralisme : il n'est plus question d'un équilibre capital – travail mais de créer les meilleures conditions de la valorisation du capital.

Cette loi va provoquer un mouvement de protestation. Aussi long que celui de 2010 sur les retraites, tenace mais moins massif, il restera jusqu'au bout majoritaire dans l'opinion alors même que les manifestations étaient souvent perturbées par des casseurs mais aussi, rarement, par certains militants poussés à bout par l'intransigeance gouvernementale. Il aidera à diffuser de nouvelles pratiques politiques – Nuit debout est la plus connue – et les mobilisations à partir des réseaux sociaux. Chose importante, il sera confronté à une répression policière et à l'utilisation des provocations des casseurs et cela de façon inédite, sous un gouvernement dit de gauche, depuis la guerre froide et les guerres coloniales. Il faut rappeler que Valls voulait interdire la manifestation du 23 juin et a été contraint d'accepter qu'elle ait lieu mais sur un parcours très réduit. Les principaux médias seront fortement mobilisés

contre les manifestants et la CGT sera l'objet d'attaques brutales. Au final, la loi sera promulguée.

La fronde parlementaire se développe. Elle atteindra son pic avec les deux motions de censure successives contre la loi travail auxquelles il manquera toujours deux signatures pour être soumises au vote car les frondeurs n'étaient pas toujours les mêmes...

Sans précédent, cette fronde n'excédera jamais certaines limites : pas de création d'un groupe commun avec les communistes et autres front de gauche, pas de départs du PS sauf cas individuels (il s'agit ici de dirigeants et pas des militants qui ont déserté le PS). En fait, pas plus de 20 députés socialistes sur 285 appartenaient à la gauche PS – Hamon ou Maurel. Les autres frondeurs étaient plutôt aubrystes ou proches. A l'automne 2016, les seconds étaient prêts à rallier une candidature Hollande. Les premiers ne le souhaitaient pas mais se voulaient le pôle central de la gauche anti hollande, erreur grossière quant à leur audience. Le congrès du PS de 2015 permet aussi de mesurer la relativité et la faiblesse de cette opposition à Hollande:

- les aubrystes avaient rallié le texte majoritaire contre des engagements notamment sur la fiscalité immédiatement reniés par Valls,
- toujours à ce congrès, la gauche PS n'arrivait pas à 30 % des voix.

Après la démission de Valls pour cause de primaire et la nomination de Cazeneuve, tous les députés PS voteront la confiance ainsi que le budget 2017.

En même temps que montait la contestation contre la loi travail, la gauche était confrontée à la problématique de la primaire lancée par des personnalités respectées (Jadot, Piketty ...). Cette initiative souffrait d'un défaut natif. Son texte inaugural était très critique sur Hollande ... mais ne l'excluait pas des choix possibles. Roublard, Cambadélis allait essayer d'instrumentaliser la primaire pour sa « belle alliance populaire » - toujours le PS et ses satellites – et Hollande. Les verts seront de l'aventure au début. Le parti communiste est en difficulté :

- Les relations avec Mélenchon sont tendues. Le PCF ne souhaite pas reconduire le choix de Mélenchon en 2012 ou, à tout le moins, il voudrait



une concertation préalable surtout sur le programme, la conduite de la campagne et les législatives à venir,

- De nombreux responsables communistes ne semblent pas avoir mesuré la place occupée à gauche par Mélenchon. Son talent, son inventivité politique, la promotion médiatique dont il bénéficie ne laissent guère d'espace à un candidat communiste,
- Le PCF valorise beaucoup, et à mon sens survalorise, la portée de la fronde qu'il s'agisse des positions politiques des frondeurs, des ruptures qu'ils sont prêts à opérer avec le PS hollandais ou de leur audience,
- Vivant dans un partenariat quotidien dans les gestions locales avec le PS, le PCF ne semble pas avoir mesuré la profondeur du discrédit du PS. Cela vaut pour les électeurs de gauche, les participants aux mobilisations sociales, écologiques, pour les libertés. Mais cela vaut aussi pour ceux qui reprochent au même PS de ne pas assumer totalement son libéralisme et se retrouveront chez Macron. Trop institutionnel, le PCF ne mesure pas non plus le rejet des pratiques de pouvoir du PS, les effets catastrophiques du quinquennat Hollande – de Cahuzac en Thévenoud, mais aussi cette professionnalisation – notabilisation de la politique, cette privatisation familiale et partisane de la chose publique, que le PS, à la tête de la majorité des collectivités jusqu'à ses échecs de 2014 – 2015, a pratiquées en quantité industrielle. Pas pire que le chiraquisme ? Dont acte mais on attend mieux de la gauche et la crise combinée à la transparence de l'information accentue les exigences.

Surtout, le PCF s'illusionne sur la légitimité des primaires, et l'illusion est partagée par les autres partisans de la primaire de la gauche :

- Nous ne sommes pas aux Etats Unis où la moitié des électeurs qui votent aux élections le font à la primaire. En France, la primaire est beaucoup plus minoritaire – à droite comme à gauche. Elle est socialement et culturellement élitiste, urbaine,
- Le vote à la primaire n'a rien à voir en termes d'implication avec ce qu'il est aux Etats Unis où les électeurs sont le plus souvent enregistrés comme démocrates ou républicains,
- En conséquence, le vote à la primaire témoigne d'un engagement faible, souvent d'abord négatif (battre quelqu'un). A égalité avec Hamon dans

l'électorat de la primaire proche du PS, Valls est battu par les sympathisants des verts, du front de gauche et du FN,

- Point essentiel, et c'est aussi vrai des Etats-Unis dans ce cas (voir les mauvais reports Sanders – Clinton alors que celle – ci avait fait des « gestes » sur le SMIC par exemple dont on n'imagine pas qu'ils auraient pu être faits par un Valls s'il avait gagné la primaire) : la primaire n'agrège qu'en cas de convergence sur l'essentiel. Les désaccords importants subsistent et ne garantissent pas une union des électeurs pour les élections à venir. Cela s'est révélé vrai à droite et, a fortiori, à gauche. La victoire de Hamon, ou celle de Montebourg, voire de Mélenchon, ne pouvaient pas bouleverser les tendances qui avaient vu le libéralisme progresser dans les consciences. Là où Hollande avait jeté l'éponge et où Valls avait échoué, Macron, et cela eut sans doute été pour partie Juppé s'il avait gagné la primaire de la droite, allait offrir un débouché.
- Contrairement, la primaire crée aussi de la confusion : si vous concourez et acceptez, au moins au départ, de soutenir le vainqueur, c'est que vous êtes d'accord. Mélenchon l'a très bien compris et s'est bien gardé de se compromettre.

Construite sur une illusion, la « primaire de toute la gauche » allait se déconstruire progressivement avec le départ des communistes et des verts.

Les premiers, dans la douleur et la division, après une très tardive intervention en ce sens de Pierre Laurent, allaient soutenir Mélenchon avec une campagne autonome – et bien souvent pas de campagne du tout. Cela correspondait à de réelles oppositions internes et à l'incapacité de la direction à anticiper un soutien à Mélenchon qui, dans la masse de l'électorat de la gauche de transformation sociale, apparaissait comme une évidence.

Absents de la primaire de « toute la gauche », les verts allaient se contenter d'une primaire confidentielle avec 17 000 électeurs, avant de se rallier au vainqueur de la primaire PS.

### ***B – Le contexte idéologique***

Deux questions seront abordées : les sujets économiques et la perception du champ politique et des notions de droite et de gauche. Je reconnais qu'il n'est

quasiment pas question ici des sujets de l'identité et de l'immigration. Un ensemble d'études d'opinion sélectionnées au hasard de lectures personnelles aideront à l'analyse<sup>1</sup>.

### 1 – Les sujets économiques

*Le Monde* du 14 décembre 2016 présente l'évolution des perceptions de janvier 2014 à décembre 2016 sur deux sujets et l'opinion en décembre 2016 sur deux autres :

- La relance de la croissance suppose-t-elle de réduire ou de limiter le rôle de l'Etat ? La première option devient majoritaire en passant de 50 à 58 %. Le mouvement vient d'abord de l'électorat PS,
- La réforme du marché du travail exige-t-elle plus de flexibilité ou plus de protection ? C'est le premier choix qui est majoritaire à 51 % contre 43 (la perception de la loi El Khomri pendant tout le mouvement qui s'y est opposé n'était pas celle-là),
- La mondialisation est-elle une menace ou une opportunité ? La première option recule de 61 à 54 % mais reste majoritaire,
- Faut-il réduire le nombre de fonctionnaires ? A 59 % c'est oui mais plus de policiers, de juges, d'enseignants et de personnels de santé sont demandés.

Les trois sondages de *l'Humanité* corroborent ces appréciations sur plusieurs points :

- Parmi les personnes se situant à gauche de l'échiquier politique, l'idée qu'il faut donner plus de liberté aux chefs d'entreprise recule de 56 à 52 puis 48 % de 2014 à 2016 mais reste très prégnante. Elle est très majoritaire à droite,
- L'idée que les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment, toujours à gauche, est à 44 % en 2014 et 43 % en 2015 (pas testée en 2016). Elle est très majoritaire à droite.

---

<sup>1</sup> Trois sondages IFOP publiés par *l'Humanité* le vendredi de la fête de l'Humanité en 2014, 2015 et 2016 ; un sondage Harris interactive pour la CGT présenté dans le numéro de décembre 2015 de *La CGT ensemble* ; un sondage Viavoice publié dans *Libération* du 3 novembre 2016 sur la perception des mesures économiques des candidats à la primaire de la droite ; un sondage IPSOS pour *Le Monde* publié dans l'édition du 14 décembre 2016 ; la neuvième vague de l'enquête électorale du CEVIPOF réalisée par Ipsos-Sopra Steria avec *Le Monde*, édition du 15 décembre 2016 ; un sondage Viavoice commandé par le PCF en janvier 2017 ; un sondage Viavoice pour *Libération* du 26 avril 2017.

Dans le même temps, les mesures emblématiques avancées par la droite sont très diversement jugées (sondage publié dans *Libération* du 3 novembre 2016) :

- L'alignement du calcul des retraites entre public et privé est approuvé à 73 % (ce n'est d'ailleurs pas nécessairement une mesure de droite. Cela dépend du sens de l'alignement...),
- 57 % sont pour la dégressivité des allocations chômage,
- 45 % pour une durée légale hebdomadaire du travail portée à 39 h (48 % sont contre),
- 35 % pour supprimer 300 000 postes de fonctionnaires et 43 % pour supprimer le statut de fonctionnaire dans certains services publics,
- 30 % pour la retraite à 65 ans,
- 23 % pour la suppression de l'ISF,
- 22 % pour baisser les impôts des entreprises plutôt que ceux des ménages.

Le CEVIPOF a testé certaines notions :

- La sécurité sociale est perçue comme positive à 71 % contre 16,
- Les services publics à 52 contre 26,
- L'Europe à 39 contre 36,
- La nationalisation à 31 contre 33, alors qu'elle a quasiment disparu du champ du débat politique, ce qui est instructif,
- Le protectionnisme à 29 contre 38,
- Enfin, le libéralisme rallie 27 % d'avis positifs et 37 % d'avis négatifs.

Le sondage Viavoice pour *l'Humanité* donne des indications proches dans leurs contrastes :

- Le capitalisme est vu comme un mauvais système pour l'humanité et la planète (48 % contre 33),
- Les immigrés ne sont pas vus comme la cause de la crise sociale (48 % contre 40),
- Le libéralisme économique emporte 33 % d'adhésions et l'idée que faciliter les licenciements permettra de créer des emplois 28 % (60 % contre),
- 36 % contre 52 croient que la réduction du temps de travail peut créer beaucoup d'emplois.

Le même sondage pose la question des priorités :

- Il existe une nette majorité – de 60 à 82 % - pour recruter des fonctionnaires à l'hôpital, dans la police, la gendarmerie et l'éducation nationale ou maintenir les bureaux de poste,
- 76 % veulent aller vers une sixième république « obligeant les élus à prendre plus en compte l'avis des citoyens »,
- 54 % pour l'abrogation de la loi travail tout comme pour un SMIC à 1700 € net,
- 51 % pour la nationalisation des entreprises de l'énergie, de l'eau et de la santé,
- Le protectionnisme économique est majoritaire à 53 % mais la sortie des « traités européens de libre – échange » est à 38 % et celle de l'union européenne à 25 %,
- La sortie du nucléaire est à 39 %
- Le revenu universel (le sondage a été réalisé début janvier pendant les primaires PS) est à 32 %.

## 2 – La droite et la gauche

En septembre 2014 (sondage *l'humanité*), trois citoyens sur quatre se situaient sur un axe droite – gauche. Ceux de gauche étaient 62 % à percevoir des différences nettes entre droite et gauche et ce chiffre sera confirmé les deux années suivantes. Dans les éditions successives de ce sondage, de 62 à 75 % de ceux qui se situent à gauche estiment que la politique Hollande n'est pas de gauche et ils sont de 47 à 58 % à considérer qu'elle est semblable ou assez semblable à celle de Sarkozy.

Cela confirme le très grand isolement à gauche du pouvoir Hollande-Valls.

En complément, *Libération* du 26 avril 2017 a demandé aux électeurs du premier tour de se situer sur un axe droite – gauche. 75 % l'ont fait contre 22 qui s'y sont refusés.

## II – Les traits dominants de la présidentielle

Il ne s'agit pas ici de reprendre le film de la présidentielle. Il est connu avec le « chamboule tout » qui « dégage » successivement Sarkozy, Juppé, Hollande, Valls et Bayrou. La victoire de la droite semble assurée et Le Pen est située au moins à 25 %. A la fin de la campagne, quatre candidats se tiennent de près, dont Macron et Mélenchon inattendus au départ et Hamon s'effondre. Au final, un face-à-face Macron- Le Pen et une nette victoire du premier. Il s'agira plutôt ici, à partir de l'analyse de la campagne des cinq principaux candidats, de dessiner des lignes de force (signification de la candidature et programme, électorat, type de militantisme).

### ***A – Le premier tour***

Une remarque préalable : quelle participation ? Il faut tenir compte des non inscrits - sans doute de l'ordre de 7 % du corps électoral. Il y a aussi les mal inscrits, loin de chez eux qui ont du mal à voter. Le discrédit de la « classe politique » a longtemps fait craindre une faible participation. La focalisation pendant quasiment deux mois – de fin janvier à la mi-mars – du débat sur les mésaventures judiciaires de Fillon allait dans ce sens, et faisait par ailleurs les affaires du FN. Au final, l'abstention a été de 22,23 % et les blancs et nuls de 2,55 % des votants. De 1965 à 1988, sauf en 1969 après le referendum perdu par de Gaulle, le taux d'abstention était de moins de 20 %. Il est depuis légèrement au-dessus avec les exceptions de 2002 (28,4 %) et de 2007 (16,23 %). Les chiffres de 2017 sont très proches de ceux de 1995 et 2012. La présidentielle mobilise beaucoup plus que les autres élections depuis 1988. Les autres consultations enregistrent quasiment toujours des abstentions de plus d'un tiers avec la notable exception du referendum européen de 2005 (69,7 % de participation).

Corollaire de cette campagne longtemps dominée par les affaires, surtout Fillon, et où une nouvelle offre politique a émergé avec Macron, l'incertitude des électeurs a duré pour nombre d'entre eux jusqu'au dernier moment.

#### *1 - Macron*

L'élection de Macron est plus qu'une surprise : elle nous fait probablement entrer dans une nouvelle ère où l'incarnation du pouvoir de la classe

dominante prend des formes inédites. Nous y reviendrons en IV. Beaucoup n'est pas encore clair sur la coalition d'intérêts qui a soutenu sa candidature sans parti avant le printemps 2016, avec un très faible réseau d'élus le rejoignant sauf à la fin de la campagne. Il est connu qu'il avait noué des relations au sein de la commission Attali sur « les obstacles à la croissance » en 2008, que Henry Hermand, rocardien qui a fait fortune dans les centres commerciaux, avait été son mentor, qu'il a utilisé les facilités de Bercy pour lancer son mouvement. Sur ses soutiens financiers et leur poids dans ses orientations, l'avenir nous éclairera vite. Il s'agit plutôt ici de présenter les axes de son programme et ce qu'ils révèlent de son rapport à la politique, ainsi que le type d'organisation mis en place.

Les « marcheurs » ont recueilli, au printemps 2016, des paroles de français que Macron a traitées avec des logiciels afin de définir un discours adapté. « Esprit de conquête », « que la France soit une chance pour tous », « une France nouvelle », « en même temps », « et .. et ».

Macron candidat des médias ? De janvier 2015 à janvier 2017, il bénéficiera de 8000 articles dans *Libération*, *l'Express*, *Le Monde* et *L'Obs* quand trois personnalités beaucoup plus ancrées (Jean Luc Mélenchon, Benoit Hamon et Arnaud Montebourg) n'en auront que 7400 (*Le vent se lève*, 2 février 2017). Dès 2016, c'est une quasi frénésie qui accompagne le lancement du mouvement, le meeting de juillet 2016 puis chaque fait et geste.

Mais ce n'est pas un phénomène artificiel. Macron est d'abord le révélateur de la décomposition idéologique du PS, sa vérité libérale en quelque sorte. Il l'est dans un contexte de rejet des partis politiques traditionnels et de perte de crédit de l'action publique, ce qui crédibilise, pour certains, la légitimité qu'il aurait du fait de sa maîtrise de la « grammaire des affaires », acquise notamment pendant son passage chez Rothschild.

Son programme fait peu de place à un projet collectif. Il reprend la thématique des réformes structurelles, sorte de copier – coller de la commission européenne (les déficits, l'emploi public, le marché du travail), veut aller plus loin dans la construction européenne sans en mettre en cause le fonctionnement. C'est un libéralisme optimiste sans crispation identitaire ni obsession du déclin. La réussite et l'individualisme sont célébrés. La grande

division opposerait les progressistes aux conservateurs – ceux-ci étant définis par leur attachement à des formes sociétales traditionnelles (opposition à l'IVG, au mariage pour tous, à l'homosexualité ...) mais aussi aux acquis sociaux. Le « progressisme » illustre « l'illimitation » du capitalisme : tout peut servir de champ de valorisation du capital ; en quelque sorte chacun pour soi et le marché, supposé transparent et équitable, pour tous. Les notions d'éthique, d'exception culturelle, d'écologie sont contraires à cette tendance profonde.

Pas de redistribution fiscale, sauf au profit des détenteurs de valeurs mobilières les plus favorisés à la faveur notamment de la réforme de l'ISF. Les retraités, sauf les plus défavorisés, paieront plus de CSG.

En rupture avec les contrepouvoirs auxquels le libéralisme est en principe attaché, syndicats et patronat seront très encadrés par l'Etat dans la gestion de l'assurance chômage et les collectivités territoriales seront garrotées : moindre liberté fiscale avec la suppression de la taxe d'habitation pour 80 % des ménages et son remplacement par une dotation de fait soumise aux aléas de la préparation du budget – alors qu'il aurait été possible de revoir les bases d'imposition effectivement injustes en conservant la taxe d'habitation, mise sous condition des dotations : les collectivités devront s'engager à supprimer des emplois. Quant au parlement, avec moins de députés, des parlementaires qui risquent de n'avoir d'autre légitimité que la marque Macron, et un ordre du jour plus contraint, il aura du mal à exercer son rôle.

Autre rupture avec la droite d'hier, Macron, qui aime à ceindre les habits de la présidence gaullienne, affiche un rapport « décomplexé » à l'argent – on n'est plus dans le catholicisme de la bourgeoisie du nord d'où de Gaulle était issu ni dans la posture d'un Bayrou. Pas de bling bling pour autant et rien à voir avec Sarkozy.

Les questions politiques sont largement vues comme techniques et la profondeur des divergences d'intérêt et de valeurs niée : on peut toujours s'entendre. D'où le côté attrape tout du macronisme qui se manifestera davantage encore une fois Macron élu. Cela répond à une aspiration à l'entente qui est, en quelque sorte, une forme élémentaire de la conscience politique : pourquoi s'affronter ? Si tous les gars (et les filles) du monde ... ? C'est une tromperie car la pensée Macron penche bien à droite version libérale, n'a pas



l'égalité des conditions comme objectif tendanciel et n'est pas majoritaire – la décantation prendra un temps que je ne crois pas supérieur à six mois ou un an. Pour autant, un sondage Viavoice pour Libération du 26 avril 2017 déjà cité montre que les trois quarts des français se situent sur l'axe gauche – droite mais qu'ils ne sont que 17 % à juger que le clivage gauche – droite est toujours pertinent et a un sens politique pour l'avenir de la France contre 66 %.

*En marche*, dont le fonctionnement n'est pas stabilisé, a élaboré une stratégie de communication très travaillée en installant ses thèmes pour n'en venir à son programme que début mars. Il a suscité l'investissement militant de membres du PS, des formations centristes et des républicains mais aussi de nombreuses personnes éloignées de la politique organisée depuis longtemps voire toujours. Les thèmes de la nouveauté, du rassemblement, de la modernité, de l'Europe, les ont séduits. Dans ce mouvement, les grands choix ne sont absolument pas mis en débat à la base. C'est un parti entièrement organisé autour de la marque Macron, un parti entreprise qui partage des traits avec le berlusconisme. La caricature en a été la désignation des candidats aux élections législatives : des milliers de CV suscités, l'arbitrage d'une commission nationale de neuf personnes assistée d'un référent par département et décision finale remontant souvent à Macron lui-même.

Les 24 % de vote Macron<sup>2</sup> sont à 58 % un vote de conviction et à 41 % un vote par défaut. Dans l'ensemble de l'électorat, les chiffres sont de 73 et 25. 30 % des électeurs Macron l'ont choisi avant tout pour « faire barrage à un autre candidat ». Il serait, à mon avis, malvenu de l'oublier y compris après les législatives. Quant aux caractéristiques de cet électorat :

- Il est plus fort chez les cadres et les professions intellectuelles supérieures (35 %), chez les optimistes (45 %), chez ceux dont, « sur la longue durée la situation dans la société s'améliore » (49 %), chez ceux pour qui la mondialisation est une chance (37 %),
- Il est moins fort chez les ouvriers (15 %) et les employés (20 %), chez les révoltés (10 %) et ceux dont la situation se détériore (10 %),

---

<sup>2</sup> Les chiffres cités dans l'analyse du résultat des cinq principaux candidats proviennent de l'enquête Opinionway sortie des urnes, de *Libération* des 25 et 26 avril 2017, des éléments d'analyse de Yann Le Pollotec dans *L'Humanité* du 3 mai et du *Figaro* du 4 mai.

- Il est plus fort chez les « supérieurs à bac + 2 » (35 %) et à son minimum chez ceux qui n'ont pas le bac (17 %)
- Il se situe à 42 % à gauche, à 16 % au centre, à 22 % à droite, 17 % ne se reconnaissant pas dans ces catégories,
- 49 % des électeurs Hollande du premier tour 2012 qui ont voté en 2017 l'ont fait pour Macron,
- Il est plus fort à l'ouest d'une ligne Le Havre – Marseille. Il reprend en plus grand la carte du vote Bayrou,
- En prenant comme variable la distance au cœur des agglomérations, Macron est à 27,2 % de 0 à 10 km du centre, descend à 21,2 % à une distance de 40 à 50 km pour remonter à 23,9 % à plus de 100 km,
- Le vote Macron est le plus fort (29,8 %) dans le décile des circonscriptions de France métropolitaine où la participation est la plus élevée. Ce sont notamment des circonscriptions de Bretagne, des Pays de la Loire et du Sud Ouest,
- Il est assez également réparti entre les tranches d'âge avec une prime chez les 65 ans et plus (26,9 %).

## 2 – Le Pen

Marine Le Pen entre dans la campagne présidentielle en position de force. Elle a pris du recul, est peu intervenue depuis les élections régionales. L'actualité la sert : arrivée de migrants plus nombreux en raison des guerres et de la misère, victoire du brexit en juin 2016, victoire de Trump en novembre 2016, l'extrême droite autrichienne aux portes du pouvoir. Depuis 2014, tous les sondages ont prévu sa présence au second tour et son socle semble de l'ordre de 25 %. Le FN martèle ses thèmes nationaux, sociaux, « laics », s'en prend aux migrants. Dans le même temps, il recrute des experts, des technocrates. Il est de plus en plus acceptable, dans la technocratie d'Etat, de partager les idées du FN voire de s'engager à ses côtés.

L'essentiel de la campagne Le Pen apparaît comme une campagne de « second tour ». Le FN veut désarmer ses opposants. Toute la « GUD connection » qui entoure Marine Le Pen est dissimulée. Le discours officiel, autre chose étant celui de nombreux candidats, moins aptes au double discours en raison surtout du faible niveau des cadres FN, est rassembleur et patriote. La défaite de Juppé, donné nettement en tête au premier tour de la présidentielle, à la

primaire de la droite est une opportunité pour le FN. Fillon, au profil très droitier, ne « prend » pas beaucoup au FN. Avec la baisse de Fillon suite en particulier au Penelopegate, Marine Le Pen prend la tête des intentions de vote. Son électorat est très déterminé.

Mais l'érosion de son pourcentage va marquer les deux derniers mois. Je n'ai pu effectuer le suivi sur plusieurs mois des intentions de vote avec les transferts tels qu'ils sont déclarés, ce qui est déjà un biais. Mais il apparaît que l'électorat Fillon a résisté, que Dupont Aignan a gagné un à deux points et que les « petits candidats » ont pu attirer des voix grâce en partie à leur exposition médiatique de fin de campagne. A cela s'est ajoutée la spectaculaire percée de Jean Luc Mélenchon. Au final, Marine Le Pen s'est trouvée rattrapée et dépassée par Macron et menacée d'être évincée du second tour. Elle a voulu conjurer la tendance par une concentration sur les thématiques antiimmigrés et antiislam.

Au final, elle a obtenu 21,3 % des voix. Succès ou échec ? La réponse est difficile. Les sondages étaient plus élevés mais ce ne sont que des sondages. Les scores aux élections européennes, départementales et régionales étaient plus forts mais l'enjeu n'était pas le même et la participation était moindre. Par ailleurs, c'est un nouveau record pour le FN : 3,38 % de plus qu'en 2012, précédent record et 1 257 000 voix en plus avec une participation un peu moindre. La présence du FN au second tour ne fait plus événement ; elle apparaît comme une évidence et c'est son absence qui aurait surpris.

Pour autant, il semble que Marine Le Pen n'ait pas réussi à faire événement durant la campagne de premier tour. En 2012, elle était jeune, portée par la « dédramatisation » que vantaient les médias et son discours très social et étatiste était nouveau. Le FN est un parti machiste, viriliste et qu'il soit représenté par une femme, fût – elle issue de la dynastie, était vu comme une audace. En 2017, elle fait partie du « système » et elle inquiète certains électeurs par ses positions antieuro. C'est vrai notamment de l'électorat âgé, qui craint la dévalorisation de son patrimoine en cas de sortie de la monnaie unique, et vote beaucoup. De plus, la campagne Mélenchon semble avoir mobilisé un électorat qui, en petite partie, aurait pu voter pour elle mais aussi se serait abstenu.

Les 21,3 % de vote Le Pen sont à 81 % un vote de conviction et à 15 % un vote par défaut. Dans l'ensemble de l'électorat, les chiffres sont de 73 et 25. Quant aux caractéristiques de cet électorat :

- Il est plus fort chez les ouvriers (41 %) et les employés (31 %), chez les révoltés (40 %), chez ceux dont, « sur la longue durée la situation dans la société se détériore » (29 %), chez ceux pour qui la mondialisation est une menace (31 %),
- Il est moins fort chez les cadres et professions intellectuelles supérieures (12 %) et les professions intermédiaires (18 %), chez les optimistes (9 %) et ceux dont la situation s'améliore (8 %),
- Il se situe à 2 % à gauche, à 11 % au centre, à 63 % à droite, 24 % ne se reconnaissant pas dans ces catégories,
- Il se renforce par rapport à 2012 dans les anciennes régions industrialisées de l'Est et du Nord mais aussi sur la Côte d'Azur,
- En prenant comme variable la distance au cœur des agglomérations, Le Pen est à 15,4 % de 0 à 10 km du centre, monte à 25,6 % à une distance de 40 à 50 km pour descendre à 21,4 % à plus de 100 km. Dans les grandes agglomérations, le score de Jean Marie Le Pen en 1995 équivaut à celui de Marine Le Pen en 2012 et 2017. Il est beaucoup plus faible dans le périurbain et les zones éloignées des grandes agglomérations,
- Le vote Le Pen est un vote jeune (25,5 % des actifs, un quart des 18 – 25 ans, 27,1 % des 35 -49 ans et seulement 9,7 % des 65 ans et plus).

Le vote Le Pen est le plus fort du quatrième au neuvième décile des circonscriptions de France métropolitaine où la participation est la plus élevée. Elle est à son niveau moyen, loin derrière Jean Luc Mélenchon dans le décile des circonscriptions qui votent le moins – très probablement celles des banlieues populaires en grande partie.

### *3 – Fillon*

François Fillon a été la grande surprise des inédites primaires de la droite. Il s'était préparé de longue date mais, pendant très longtemps, n'a pas semblé faire la différence. Engagé dans une lutte de pouvoir très violente avec Copé

pour la présidence de l'UMP en 2012, puis à la traîne dans les intentions de vote jusqu'à la dernière semaine avant le premier tour, il a néanmoins marqué sa différence par un discours qui a peu varié. Historiquement gaulliste social, avec toutes les ambiguïtés et limites de ce terme, opposé à Maastricht et proche de Philippe Seguin, il a rallié un conservatisme thatchérien, antisyndical et autoritaire. Ses propositions lors de la primaire n'étaient pas différentes dans leur nature de celles des autres candidats, avec l'exception du libéralisme libertaire de Kosciuzko Morizet et du discours social combiné avec un ordre moral réactionnaire de Poisson, mais elles étaient plus radicales – sur la liquidation de la protection sociale et les suppressions de fonctionnaires par exemple. Il tenait un discours particulièrement agressif contre les musulmans par glissements successifs : lutte contre le terrorisme islamiste, et donc contre l'islam radical, et donc contre les immigrés qui ne « s'intégreraient » pas parfaitement. Les clins d'œil à la droite extrême allaient plus loin : opposition affirmée à l'IVG et refus de l'inscrire dans la constitution sans aller jusqu'à l'abroger, discours sur les « racines chrétiennes de la France », antilannique et antirépublicain.

Il est intéressant d'observer que ce discours était d'essence punitive. Il s'agit de culpabiliser les français : vous êtes endettés, vous avez trop de droits sociaux, vous ne travaillez pas assez. Le programme de Fillon n'avait pas de volet positif. En 2007, Sarkozy célébrait de façon trompeuse le « travailler plus pour gagner plus ». Fillon n'est jamais apparu comme l'homme de la valorisation du travail. Cette posture n'est pas sans précédent. Elle fait penser au Barre tout juste nommé premier ministre en 1976 qui disait que « la France vit au-dessus de ses moyens ». Elle renvoie aussi, bien sûr pas terme à terme, au discours culpabilisateur de Vichy.

La panoplie comportait aussi un volet éthique sur lequel il n'est plus temps d'insister. Fillon se disait exemplaire là où il était un notable, un châtelain bien né, qui avait toujours vécu de la politique jusqu'à en faire une entreprise familiale sans que ses proches n'y travaillent effectivement, lui – même multipliant les sources de revenus pour des activités souvent inexistantes.

Le plus important est de prendre la mesure du large succès de Fillon à une primaire longtemps promise à Juppé.

La primaire de la droite a été un incontestable succès. Avec 4,3 millions de votants, soit 9 % du corps électoral, elle a nettement dépassé celle du PS et de ses plus proches alliés en 2011 (2,8 millions). La part des électeurs de gauche, de l'ordre de 10 % et, d'après *Le Monde* du 29 novembre 2016, plutôt franciliens, était très minoritaire et n'a pas influé sur le résultat final : élimination de Sarkozy au premier tour avec 20 % contre 28 à Juppé et 44 à Fillon et victoire à 66,5 % de ce dernier. En prenant les scores de Fillon, Le Pen, Dupont Aignan et Asselineau, il existe de l'ordre de 17 millions d'électeurs de droite et d'extrême droite (très différents bien sûr). L'essentiel des électeurs de la primaire était de droite et ils se sont fortement mobilisés.

Fillon a certes bénéficié de son travail auprès des élus, notamment parlementaires. Mais il est surtout apparu comme l'homme qui permettait à un électorat conservateur de prendre une revanche sur des avancées à la fois sociales et sociétales – sans que les électeurs ne soutiennent nécessairement Fillon sur les deux volets à la fois : 1936 et les congés payés, 1945 et la sécurité sociale, 1968 et la libération des femmes, l'IVG, le mariage pour tous ... C'est vraiment une France qui voulait en effacer une autre. Juppé est apparu comme trop laxiste sur « les musulmans », trop optimiste, ne répondant pas aux « paniques identitaires » et Sarkozy comme trop vulnérable par son style et discrédité pour ne pas avoir fait tout ce qu'il avait promis en matière de reculs sociaux de 2007 à 2012.

La mobilisation de l'électorat a été très différenciée. Dans les circonscriptions les plus aisées de l'ouest parisien et des Hauts de Seine, c'est plus de 30 % de l'électorat qui a voté ; dans les quartiers nord de Marseille ou dans le bassin minier du Pas de Calais, 2 %.

Fillon s'est retrouvé en avance en intentions de vote, de 26 à 29 % d'après le CEVIPOF. C'est toujours ainsi pendant un temps car les primaires captent l'attention et mettent en lumière ceux qui y concourent et en sortent vainqueur. Mais il a vite pâti de la radicalité de son programme antisocial, de ses liens avec le monde de l'assurance qui en aurait bénéficié et de son incapacité à réunir ses anciens concurrents. En janvier, avant l'éclatement des « affaires », il s'est retrouvé derrière Le Pen et quelques points devant Macron. Ensuite, mis à part quelques jours, après les déclarations de Macron sur la colonisation française en Algérie comme crime contre l'humanité et

l'humiliation des partisans de la manif pour tous et avant l'alliance Macron Bayrou, il a toujours été derrière les deux « finalistes ». Il a été lâché par une partie de la droite, juppéiste surtout mais pas seulement. Son forfait a été envisagé fin février début mars. Mais les primaires sont contraignantes : quelle légitimité pour écarter leur vainqueur. Le rassemblement du Trocadero, le 5 mars, a marqué une nouvelle étape : radicalisation à droite, rôle prééminent des partisans de la manif pour tous, reprise de thématiques d'extrême droite (« racisme antifrçais », complots des médias et des juges).

Au final, Fillon ne s'est pas effondré. L'alternative Le Pen, qui joue d'une prétendue non compromission dans le « système », n'a pas convaincu cet électorat. Il est possible que le choix de sortir de l'euro du FN en soit une cause. Fillon s'est plutôt redressé dans la toute dernière période et a manqué le deuxième tour à 1,3 %. Contre Macron, tous les sondages le donnaient largement battu. Il l'aurait, d'après ces mêmes enquêtes d'opinion, emporté sur Le Pen mais pas sur Mélenchon.

Le vote Fillon est un vote de conviction à 79 %, ce qui est élevé, et par défaut à seulement 20 %. Le problème pour la droite, c'est peut être d'abord le type d'électorat qu'a rallié Fillon, qui apparaît très peu représentatif de la population française et peu présent dans le monde du travail, encore moins dans les catégories populaires :

- Il est à son score moyen chez les cadres et professions intellectuelles supérieures (20 %) et chez ceux qui considèrent que leur situation se détériore (20 %)
- Il est fort chez les plus de 65 ans (40 %) et chez ceux pour qui la mondialisation est une chance (27 %),
- Il est faible dans les professions intermédiaires (14 %), plus encore chez les employés (12 %) et s'effondre chez les ouvriers (5 %)
- Il se situe à 2 % à gauche, à 5 % au centre, à 85 % à droite, 8 % ne se reconnaissant pas dans ces catégories,
- Les dominantes du vote Fillon sont sans surprise pour un électorat conservateur : Pays de la Loire, d'où il vient, ancienne Basse Normandie, ouest de l'Île de France, bastions de droite de l'est, la Loire, le Rhône et

les Savoies, le sud du massif central, la Corse, les Alpes maritimes et le Var,

- Le vote Fillon est un vote âgé, en dehors des plus de 65 ans déjà cités, il est à 12 % chez les moins de 35 ans, 13,5 % chez les 35 – 49 ans et 17,8 % chez les 50 – 64 ans.

Le dilemme de la droite est clair : comment garder cet électorat très mobilisé, très à droite, s'élargir au centre et combattre le FN qui séduit un électorat différent par beaucoup d'aspects.

#### *4 - Mélenchon*

La campagne de Jean Luc Mélenchon pourrait bien être autant voire plus que celle d'Emmanuel Macron celle dont les conséquences à terme sur le paysage politique sont les plus considérables. Nous y reviendrons en IV. Ici, quatre points seront abordés :

- la campagne Mélenchon a connu des phases contrastées et la dernière séquence a marqué un progrès qualitatif considérable,
- en partie prévisibles, en partie nouveaux, avec des priorités différentes par rapport à 2012, les thèmes mis en avant sont entrés en résonance avec les préoccupations de nombreux électeurs dont certains se seraient abstenus sans cette rencontre,
- les formes d'organisation, sans être intrinsèquement nouvelles, ont été développées et conjuguées pour produire une campagne inédite,
- les résultats témoignent d'une implantation idéologique, sociale, territoriale et générationnelle sans précédent véritable.

Mélenchon a toujours été testé dans les sondages sur les intentions de vote aux présidentielles. Les configurations étaient multiples (candidat communiste ou pas, écologiste ou pas ...) mais il a de façon persistante incarné une gauche radicalement transformatrice et conservé l'essentiel de l'électorat qui s'était porté sur lui en 2012. La contestation de la politique de Hollande et la cohérence de son attitude lui ont permis, notamment à partir du mouvement contre la loi El Khomri et alors qu'il avait déclaré sa candidature en février 2016, de convaincre de nouveaux électeurs. Il a été placé entre 13 et 15 % des intentions de vote en 2016.



La primaire socialiste a concentré l'attention et la montée en puissance de Hamon, dont la campagne a mobilisé de nombreux jeunes et lancé des idées, comme le revenu universel, qui ont pu un temps séduire, a fait un temps reculer les intentions de vote Mélenchon. Le mouvement est net à partir du premier tour, le 22 janvier, qui place Hamon en position de force. En 2011, la même séquence pouvait être observée : après la victoire de Hollande à la primaire, les intentions de vote pour Mélenchon étaient descendues de 5 – 6 % à 3 %. Je crois que cela a été prolongé par l'absence de débat politique pendant plusieurs semaines dominées par la tentaculaire affaire Fillon. Pendant ce temps, Hamon rencontrait Hollande et Cazeneuve, se perdait en interminables discussions d'appareil avec Jadot et ne rompait pas clairement avec tous ceux qui avaient accompagné et cautionné le quinquennat Hollande. L'accord Hamon – Mélenchon, qui n'a jamais été une hypothèse crédible, perdait toujours plus de signification. On a alors observé un recul des votes Hamon, qui ne bénéficiait en rien des voix que devait lui apporter le ralliement de Jadot, alors que Mélenchon consolidait son électorat, derrière Hamon. Le total gauche, avec Poutou et Arthaud, était en baisse à 27 – 28 % en raison surtout de mouvements vers le vote Macron au nom du « vote utile ». Ce niveau restera le même jusqu'au bout.

La dernière phase commence avec la marche du 18 mars pour la VI ème république, puis le débat télévisé du 20 mars. Mélenchon fait une percée spectaculaire qui l'amène aux alentours de 20 % à 15 jours du premier tour et sa présence au second tour devient une hypothèse sérieuse. Il bénéficie de transferts des autres électorats, en premier lieu celui d'Hamon, et de la mobilisation d'abstentionnistes potentiels. Lors de la dernière quinzaine, c'est la grande peur des possédants qui savent que Mélenchon serait probablement vainqueur contre Le Pen et Fillon et que seul Macron, candidat « centriste », a une marge de sécurité mais que cela n'est pas une garantie. Les médias sont fortement mobilisés : jamais les affrontements armés au Venezuela n'ont été autant couverts en France pour mettre Mélenchon en difficulté alors que d'autres pays, malheureusement, plus proches des pays impérialistes, connaissent des répressions d'une autre ampleur. Hollande fait un pas de plus sur le chemin du déshonneur en mettant en cause les penchants dictatoriaux de Mélenchon là où il n'a pas un mot contre Le Pen.

Au final, l'électorat Mélenchon résiste au chantage au « vote utile » (Macron pour éviter Le Pen Fillon) sans rassembler les 700 000 voix supplémentaires qui auraient ouvert la porte du second tour.

Quels thèmes pour cette campagne très réussie ? D'abord le choix d'un programme très précis, très construit et enrichi par de nombreux contributeurs. Il a été validé lors d'une convention de la France insoumise en octobre 2016, popularisé sous forme de livre et complété par pas moins de 40 livrets thématiques. Mélenchon tient des meetings qui sont des séances d'éducation populaire avec sujet dominant. Par rapport à 2012, il met beaucoup plus en avant la VI ème république, et des mesures phares comme l'assemblée constituante, le mandat révocable, la laïcité, les droits de la personne (mourir dans la dignité ...). Il exploite aussi le « dégagisme », le discrédit des sortants. Accent beaucoup plus fort aussi sur l'écosocialisme. Sur l'économique et le social, les choix sont proches de ceux du programme « l'humain d'abord » de 2012.

La gauche est peu mise en avant et évoquée comme telle. Mélenchon se veut toujours de gauche mais considère, et comment lui donner tort, que ce mot a été démonétisé par les renoncements et trahisons.

Il faut souligner le changement d'optique sur l'Europe : l'approche est plus nette qu'en 2012. C'est le « nouvel indépendantisme français », le plan B si la transformation de l'Europe ne peut se faire de l'intérieur, que Mélenchon tempèrera un peu la dernière semaine. Le drapeau tricolore est omniprésent dans les manifestations.

La vision des divisions oppose une oligarchie, « les parfumés », au peuple. L'approche n'est pas faite en termes de classe sociale, les contradictions au sein du salariat ne sont guère évoquées. Le programme est assez timide sur la propriété capitaliste. Peu de nationalisations sauf certaines banques.

Les modes d'action sont très différents de ceux de 2012. Mélenchon n'est plus soutenu par un ensemble de partis regroupés dans le front de gauche. Il a créé la France insoumise qui se veut le cadre politique unique. Les partis qui, tels le PCF, le soutiennent, le font en parallèle. Un espace politique accueille ceux qui

adhérent à la France insoumise et viennent de composantes politiques (parti de gauche, des socialistes, des communistes ...) mais l'essentiel des décisions semble très concentré. On y reviendra en IV. Les groupes se constituent et agissent librement à la base. Ils peuvent se procurer le matériel, y compris par internet. L'adhésion n'est pas formalisée. Mélenchon chiffre à 500 000 ceux qui ont cliqué. Ils sont dans ce cas informés de la vie du mouvement. Une partie importante de ces 500 000 est active. Mélenchon dispose aussi de sa propre chaîne youtube avec plus de 100 000 abonnés, il tient une causerie hebdomadaire. Les insoumis sont très présents sur les réseaux sociaux. La démultiplication du candidat par hologramme est entrée dans la légende de cette présidentielle.

Soulignons aussi la capacité à créer l'événement comme avec l'émission de février sur le chiffrage du programme, véritable tour de force de cinq heures avec diffusion sur les réseaux sociaux, intervention de nombreux experts autour du candidat.

Mélenchon a réussi à offrir un débouché aux potentialités d'une partie de la jeunesse. Il l'a fait en mettant la barre très haut : là où des générations de militants, et j'en suis, familières des défaites, ont parfois tendance à se contenter de témoigner ou de simplement essayer de rééquilibrer le rapport de forces, Mélenchon a toujours dit se battre pour gagner.

Le vote Mélenchon est un vote de conviction à 84 %, c'est le plus élevé, et par défaut à seulement 15 %. Il rassemble 24 % du vote Hollande de 2012. Les déterminants les plus cités sont le chômage, la santé, les salaires, la précarité et les services publics – de 64 à 76 %. Sur ses caractéristiques, quelques remarques:

- surreprésentation des 18 – 24 ans (30 %), des ouvriers (24 %), peut-être des employés (19 et 22 % dans les deux enquêtes) et des professions intermédiaires (25 %). C'est là que la progression est la plus sensible sur 2012 et cela marque un réalignement du vote de classe en même temps qu'un coup d'arrêt à la progression du FN,

- un score de 17 % chez les cadres et professions intellectuelles supérieures,
- l'électorat Mélenchon n'est ni optimiste, ni révolté, pour reprendre les catégories de l'enquête Viavoice pour Libération ou il est les deux – respectivement 21 % des optimistes et 23 % des révoltés ont voté pour lui. Même chose pour la distinction entre ceux qui jugent que leur situation se détériore (21 %) et ceux qui pensent l'inverse (16 %). Même chose encore pour ceux qui voient la mondialisation comme une chance (15 %) ou comme une menace (23 %). Donc ni repli identitaire angoissé ni libéralisme à tout crin,
- les électeurs Mélenchon se situent à 70 % à gauche, à 8 % au centre, à 3 % à droite, 19 % ne se reconnaissant pas dans ces catégories,
- Mélenchon fait des scores considérables dans quasiment toutes les grandes villes. Dans les banlieues populaires, souvent de forte implantation communiste, c'est la même chose. Dans de nombreuses zones du Sud Ouest, il prend le relais du PS,
- Le vote Mélenchon est très fort dans les circonscriptions dont le taux de participation est le plus faible – ce sont en bonne partie les banlieues populaires.

### *5 - Hamon*

La primaire de la « belle alliance populaire » a obtenu un succès plus important qu'il n'était prévu. Moins de militants, moins de municipalités, une défaite annoncée, un président balayé – autant d'éléments de contexte qui conduisaient la direction socialiste à présenter une participation de 1,5 million comme un succès. Il y en aura de l'ordre de deux millions. Mais le succès est en trompe l'œil. Nombreux sont les électeurs de gauche, y compris socialistes, qui ne se sont saisis de la primaire que pour éliminer celui dont ils ne voulaient à aucun prix – Valls. Celui-ci était à égalité avec Hamon dans l'électorat de sympathie socialiste et il a été battu à 58 % contre 42 par un électorat proche du front de gauche, des verts, et y compris du FN.

Néanmoins, Hamon a profité de la primaire pour imprimer sa marque. Il a mobilisé de nombreux jeunes ; il a aussi impliqué dans sa démarche des

intellectuels réputés – Piketty, Julie Cagé, Dominique Méda, Sandra Laugier ... Son programme reprend une thématique antiaustéritaire et fait le choix du progrès social comme la sociale démocratie, dont il se revendique, l'a fait en certaines circonstances. La démocratisation des institutions est un objectif. Mais il a aussi imposé de nouveaux thèmes, en particulier le revenu universel. Sa forte motivation écologique lui a été bénéfique. Il a mis en débat, avec le revenu universel et la réduction du temps de travail, des sujets essentiels. Son programme était aussi marqué par une adhésion très forte à l'Europe, jusqu'à une Europe de la défense et par le choix de l'augmentation de l'effort de défense à 2 % du PIB.

La chronologie des premières semaines de la campagne du candidat Hamon a été évoquée dans les pages consacrées à Mélenchon. La dynamique a vite disparu et plusieurs facteurs ont joué contre lui :

- Un manque de préparation, reconnu après l'élection par ses proches (Guillaume Balas interview à Médiapart). Le revenu universel en est un exemple. On a jonglé avec les centaines de milliards, qui étaient largement le recyclage des crédits des minimas sociaux puis la mesure a été vidée de son contenu,
- De vraies divergences de fond à gauche sur ce sujet. Le revenu universel peut être une mesure libérale, il peut exempter de leurs responsabilités les entreprises et il repose sur une idéologie de la fin du travail qui apparaît très discutable. Revaloriser les minimas sociaux aurait été moins clivant,
- Un programme très modéré sur les salaires et les pensions,
- Un problème de positionnement par rapport au PS – que Hamon a aujourd'hui semble – t – il réglé, mais trop tard. Il avait voté la confiance au gouvernement Cazeneuve et ne refusait pas l'investiture de multiples candidats aux législatives compromis dans le quinquennat,
- Les trahisons en série de ses supposés camarades. Elles se sont accélérées à mesure que les intentions de vote pour lui baissaient. Elles étaient le reflet des différences d'orientation qui rapprochaient l'essentiel des responsables du PS de Macron. Cela a pris des formes spectaculaires avec le ralliement à Macron de Valls et de Ruyg, lui-même écologiste, qui avaient signé la charte de la primaire les engageant à

soutenir le vainqueur. Au quotidien, ceux qui voulaient faire la campagne en ont été souvent empêchés par une porte fermée, un tract non tiré, une réunion annulée ...

Dans la dernière période, nettement en dessous de 10 %, Hamon a essayé d'allumer des contrefeux, mettant en cause avec une insistance accrue le poids des lobbys sur Macron et la supposée europhobie de Mélenchon, sa proximité avec Poutine. Il y a même eu une tribune commune dans Le Monde de soutiens de Hamon, Macron et Fillon dans l'enseignement supérieur et la recherche qui définissaient un camp de la coopération, de l'Europe et de la paix dans le domaine du savoir, qu'ils représenteraient, par opposition à celui du protectionnisme et du nationalisme où ils classaient Mélenchon comme Le Pen. Tentatives de desperado qui ont fait long feu.

Au final, un score très faible -6,36 %- et un PS en crise, et probablement en voie de marginalisation durable voire définitive à échéance de vie humaine. Hamon n'a rassemblé que 15 % du vote Hollande de 2012. Le vote Hamon a néanmoins été un vote de conviction à 78 % contre 22. Son électorat présente les caractéristiques suivantes :

- surreprésentation des 18 – 24 ans (10 % contre 3 % pour les plus de 70 ans), des cadres et professions intellectuelles supérieures (9 %),
- un score de 6 % chez les professions intermédiaires, les employés et les ouvriers,
- l'électorat Hamon est à 9 %, contre 6 % qui pensent l'inverse, à trouver que sa situation s'améliore sur la longue durée,
- il se répartit également entre les optimistes et les pessimistes, ceux qui considèrent que la mondialisation est une chance et ceux pour qui elle est une menace,
- les électeurs Hamon se situent à 85 % à gauche, à 3 % au centre, à 4 % à droite, 8 % ne se reconnaissant pas dans ces catégories. Sur l'échelle droite gauche, c'est l'électorat le plus homogène avec celui de Fillon,

- le vote Hamon est plus fort à l'ouest d'une ligne Le Havre – Montpellier. Cela correspond à des terres traditionnelles de la SFIO puis du PS dans le Sud Ouest et aux terres conquises à partir des années 70 dans l'Ouest,
- l'électorat Hamon est plus présent dans les grandes villes.

### ***B – Le second tour***

En 2017, la question du second tour n'était pas véritablement de connaître le nom du vainqueur. Toutes les enquêtes d'opinion avaient toujours donné Macron largement vainqueur contre Le Pen. Les inconnues portaient plutôt sur la participation et l'ampleur de la victoire de Macron. Celui – ci a immédiatement bénéficié du soutien de Fillon et d'Hamon. Mélenchon s'en est remis au vote des insoumis, comme il s'y était engagé. Il a estimé que cela lui interdisait de prendre personnellement parti pour ne pas diviser son mouvement. Il n'a pas toujours été aussi prudent et beaucoup ont considéré qu'il aurait pu, à tout le moins, dire que les deux candidats n'étaient pas équivalents.

A droite, les divisions, déjà révélées par la campagne, se sont aiguisées. Si la plupart des responsables ont appelé à voter Macron certains posant les jalons d'un accord ultérieur, d'autres ont refusé de la faire, en l'occurrence les tenants de la ligne dure comme Wauquiez, Ciotti. Avec Dupont Aignan, un pas supplémentaire a été franchi puisqu'il a passé un accord explicite avec Le Pen qui lui a promis qu'il deviendrait son premier ministre en cas de victoire. C'est une nouvelle étape qui montre bien que la réaction à droite, et pas seulement à droite, n'est pas du tout celle de 2002. Macron n'est certes pas un rouge mais la proximité idéologique avec Le Pen est devenue telle que le choix n'est plus automatique. Le « front républicain » n'était plus pratiqué depuis le quinquennat Sarkozy mais ce n'était pas la présidentielle. Il est maintenant récusé pour l'élection la plus importante.

A gauche, le débat est un peu différent. La gauche réformatrice, la direction du PCF et une grande partie de l'électorat insoumis optent pour un choix anti Le Pen. Pour d'autres, Macron, en tant qu'incarnation du capital financier, ce que nul ne nie, est de la même dangerosité que Le Pen. Certains insistent sur le fait que les politiques Macron accentuent les logiques d'exclusion qui alimentent le FN et qu'il ne faut pas s'y compromettre. D'autres encore, sans mettre à égalité

les deux candidats, ne souhaitent pas assurer un triomphe à Macron, prompt à transformer un vote par défaut en soutien à son programme. Ils observent les intentions de vote et voteront Macron si l'écart ne leur paraît pas suffisant.

La première semaine voit Le Pen plutôt à l'offensive. Elle y est contrainte par son retard dans les intentions de vote. Elle poursuit Macron, jusque devant l'usine Whirlpool, engrange le soutien de Dupont Aignan. Elle est en légère hausse dans les intentions de vote mais le mouvement s'inverse vite, avant même le débat du 3 mai. Ce débat est un échec pour Le Pen, ce qu'elle reconnaîtra plus tard. Elle apparaît extrêmement agressive et peu sûre de ses arguments. C'est notamment vrai de l'euro. Garder ou pas l'euro ? Le débat au sein du FN existait clairement mais il n'a pas été tranché et cela a amplifié le sentiment que ce parti n'était pas « prêt ».

Résultat : 66,1 % pour Macron et 20,7 millions de voix ; 33,9 % et 10,6 millions de voix pour Le Pen. L'écart est beaucoup plus net que celui que mesuraient depuis des mois les sondages. Mais jamais le FN n'a rassemblé autant de voix. En 2002, Le Pen père n'avait réuni que 17,85 % et 5,6 millions.

Plusieurs points marquants sont à souligner :

- la participation a baissé entre les deux tours (abstention en hausse de 22,23 à 25,44 %). C'est traditionnellement l'inverse. La présence de Le Pen n'a pas provoqué un afflux vers les urnes (en 2002, la participation avait augmenté de 8 points). Plus encore, beaucoup d'électeurs ne se sont pas reconnus dans ce face à face. Cette abstention est très inégale et concerne d'abord les catégories les plus populaires,
- les blancs et nuls ont atteint un niveau historique : 11,6 % des votants contre 2,5 % au premier tour. C'est un geste fort que d'aller voter et de ne pas choisir un des candidats,
- d'après plusieurs enquêtes d'opinion, les électors Fillon et Mélenchon ont voté à moitié pour Macron. Pour Fillon, 20 % ont voté Le Pen contre moins de 10 % chez Mélenchon. L'électorat Hamon s'est plus massivement porté sur Macron. L'électorat Dupont Aignan s'est fracturé : un tiers pour Macron, un tiers pour Le Pen et un tiers abstentionniste, blanc ou nul. Dupont Aignan n'a pas été suivi mais pas tout à fait désavoué,



- Le Pen a fait ses meilleurs scores (de l'ordre de 40 %) chez les 25 – 49 ans. Macron culmine chez les retraités,
- Parmi les exprimés, 82 % des cadres ont voté Macron et 56 % des ouvriers ont choisi Le Pen,
- Le vote apparaît très territorialisé. Macron domine dans les agglomérations (par exemple 89,68 % à Paris, ce qui fait penser à la situation américaine où les démocrates ont toujours au moins 90 % à Washington) quand Le Pen est majoritaire dans l'Aisne et le Pas-de-Calais. La ligne Le Havre – Perpignan sépare grossièrement un ouest plus favorable à Macron et un est plus porté sur Le Pen.

### III– La législative

Comme dans un film accéléré, les législatives vont faire jouer à plein les mécanismes de la V<sup>ème</sup> république, aggravés par la réforme du quinquennat et l'élection de l'assemblée nationale après celle du président là où beaucoup pensaient, et j'en étais, que Macron n'obtiendrait pas de majorité absolue. Au second tour, un ressaisissement des électeurs anti Macron de droite et de gauche a tempéré la victoire d'En marche, inscrite dans les résultats du premier tour et qui reste très large.

Les conditions pouvaient sembler réunies pour qu'une forme de cohabitation soit imposée à Macron :

- Le score de la droite avait été minoré à cause du « Penelopegate ». Vainqueur de toutes les élections intermédiaires, la droite semblait pouvoir rebondir,
- Les candidats macronistes étaient souvent de parfaits inconnus,
- Un score élevé du FN pourrait lui permettre de figurer dans de nombreux seconds tours, parfois en triangulaire, et d'obtenir plusieurs dizaines d'élus,
- Les français avaient en 1986, 1993 et 1997 montré leur goût pour la cohabitation et cela pouvait leur revenir.

Ce n'est pas du tout ce qui s'est passé. La logique du quinquennat a joué à plein : la législative est un sous produit de la présidentielle. Nous avons tous entendu ce leitmotiv selon lequel « il fallait laisser sa chance à Macron ». Cela peut paraître étrange puisque c'est en logique pure la négation du droit à

s'opposer mais cela a été très efficace. Point mineur : le non cumul des mandats, rendu plus rigoureux à compter de 2017, a conduit de nombreux maires et présidents de structures intercommunales à ne pas solliciter un mandat qu'ils auraient très probablement perdu de toute façon.

Les premières enquêtes d'opinion prévoyaient une légère majorité absolue pour En marche avec un score de premier tour comparable à celui de la droite autour de 23 %. Les macronistes profitaient de leur position centrale leur permettant de bénéficier de reports de voix de droite quand l'adversaire était de gauche et de gauche quand l'adversaire était de droite.

L'entrée en fonction très solennelle de Macron, ses réunions internationales, l'offensive de séduction de la droite avec la nomination de Philippe à Matignon et de plusieurs ministres de droite, la volonté affichée de plusieurs dirigeants importants de la même droite de « travailler » avec Macron, ont perturbé l'électorat de droite et ses leaders. Que pouvait bien objecter la droite, du moins celle qui n'était pas proche du FN, à Macron lequel reprenait largement son programme avec une loi travail aggravée en perspective ? Cela a contribué à gonfler l'électorat macroniste alors que :

- Le FN était sous le choc de résultats en dessous de ses espérances et en proie à des conflits internes,
- Le PS était incapable de définir une ligne et se trouvait massivement discrédité,
- La volonté de Mélenchon de mettre toute la gauche de transformation au pas de la France insoumise, qui en était l'incontestable principale composante, empêchait une dynamique de se déployer complètement.

Ainsi, sur fond de faible mobilisation et d'intérêt peu marqué pour l'échéance législative, LREM (la république en marche) a rapidement atteint le tiers des intentions de vote sans que les affaires Ferrand ou du MoDem n'aient un impact notable, pas plus que certaines vidéos mettant en lumière l'incompétence sidérale de candidats macronistes et devenues virales. La droite s'est retrouvée à 20 % et le FN à 13, un peu au-dessus de la France insoumise qui devançait le PS, suivi par les verts et le PCF.

Les résultats du premier tour ont été conformes à ces tendances :

- Une abstention majoritaire à 51,3 %, ce qui est sans précédent pour des législatives. C'est 8,4 % de plus qu'en 2012 et 19 % au-dessus des chiffres de 1997. Alors que la présidentielle voit un resserrement des taux de participation entre les territoires (ils sont rarement inférieurs aux deux tiers), les législatives voient les écarts s'accroître : abstention jusqu'aux deux tiers dans certaines circonscriptions populaires et inférieure à 40 % dans des quartiers parisiens. Sachant que, pour être présent au second tour, il faut figurer dans les deux premiers ou obtenir 12,5 % des inscrits, il faudrait, en moyenne, trois candidats à plus de 25 % pour avoir une triangulaire. Cela n'a été le cas qu'une fois. Conséquence : LREM ou le MoDem sera présent presque chaque fois, la droite le sera dans la majorité des cas et la gauche un peu plus d'une fois sur trois, avec un partage égal entre PS et France insoumise – PCF, mais elle sera parfois représentée par un socialiste macroniste, et donc pas à gauche ...
- Un score de 32,32 % pour LREM et le MoDem. C'est bien sûr un bouleversement dans le paysage politique français là où le MoDem obtenait moins de 2 % en 2012. LREM est le plus souvent en tête sauf dans les places fortes de la droite dans le grand est et dans le massif central,
- La droite LR UDI rassemble 18,72 % des exprimés, soit un pourcentage inférieur à celui de Fillon. Ce chiffre est d'autant plus médiocre que de nombreux candidats avaient remporté des succès aux municipales de 2014. Les diverses droites, à 4,39 %, regroupent des souverainistes – Debout la France ou UPR d'Asselineau - et des membres de la droite dite classique. Au total, la droite recule de 12 % sur 2012,
- Le FN, à 13,13 %, se retrouve 0,5 % en dessous de son score de 2012. C'est une déception. Son électorat a décroché après une première déception à la présidentielle,
- France insoumise obtient 11 % des voix. Ajouté aux 2,8 % du PCF, celui-ci étant en net recul sur les 4,29 obtenus en 2007 quand il se présentait sans alliance avec les « mélenchonistes », cela représente près de 14 % et plus de 70 % du pourcentage de Mélenchon à la présidentielle. Le recul est un peu inférieur à celui de 2012. La personnalité de Mélenchon et la dynamique de sa campagne représentaient des plus. Toutefois,

France insoumise s'affirme comme la première force à gauche et un mouvement d'envergure nationale,

- Le PS s'effondre. Il était à 29,35 % en 2012 et se retrouve à 7,48 %. C'est un cas rare qui a contraint les analystes à chercher loin dans le temps et/ou l'espace des phénomènes comparables (par exemple la démocratie chrétienne italienne ou le parti progressiste conservateur canadien en 1993 ...). Tout le maillage bâti depuis un demi - siècle par le PS d'Épinay, et avant lui par la SFIO, craque. Certains ministres ou personnalités obtiennent des scores dérisoires, jusqu'à 6 ou 7 %. Le PS cumule les rejets : avoir trahi ses engagements à gauche, ne pas avoir assumé son virage libéral, incarner la vieille politique, le clientélisme, le favoritisme, les petites combines, l'abus de pouvoir. Et ce rejet touche les socialistes toutes tendances confondues – hollandais, aubryistes, frondeurs ...,
- EELV, qui a perdu son aile la plus droitière à partir de 2014, rassemble 2,92 % des voix contre 5,46 % en 2012 mais, à l'époque, il avait le soutien du PS au premier tour dans plusieurs dizaines de circonscriptions.

Au total, les macronistes sont à un tiers, sans compter des proches au PS et à droite, la gauche, mais avec une minorité macroniste, est réduite à un gros quart, la droite est un peu en dessous – là aussi avec sa part de macronistes, et le FN est à 13 %.

Le second tour, d'après les sondages, devait consacrer le triomphe de la coalition macroniste par le jeu des reports de voix. Plus de 400 sièges sur 577 étaient attendus. Une certaine crainte d'un pouvoir sans partage et des interrogations sur la conception du parlement porté par les macronistes (un parlement plus soumis que les godillots de l'époque gaulliste) ont alimenté les inquiétudes. Cela a conduit à une remobilisation des électeurs de droite et de gauche et à priver LREM d'une cinquantaine de sièges par rapport à des projections qui, de toute façon, étaient très fragiles puisque la configuration du second tour était inédite. Les ajustements n'ont pas été de grande ampleur parce que l'équilibre des forces restait favorable à Macron et aussi parce que les duels du second tour, comme indiqué plus haut, empêchaient presque toujours soit la droite soit la gauche d'avoir un candidat, ce qui a contribué à augmenter encore l'abstention.

C'est d'ailleurs un point sur lequel il faut insister. Sous la V<sup>ème</sup> république, la participation aux deux tours des législatives a toujours été très comparable. 2017 marque une rupture :

- 42,65 % de votants, soit 6 % de moins qu'en 2012 et 25 % de moins qu'en 1993 ou 1997,
- 2 millions de bulletins blancs ou nuls contre 500 000 au premier tour et 920 000 au deuxième tour des législatives 2012,
- Des exprimés réduits à 38,5 % du corps électoral.

L'effet déformant du mode de scrutin aggrave fortement la déconnexion entre les institutions et l'opinion des français. Les minorités sont sous représentées et les conditions d'accès au second tour aboutissent parfois à des « affrontements » entre macronistes officiels et officieux.

Il y a eu une véritable grève civique chez de nombreux électeurs. A titre personnel, j'ai changé d'avis : longtemps soucieux de manifester mon attachement au vote, ce qui me conduisait à choisir le vote blanc ou nul lorsque le choix proposé n'en était pas un, je ferai désormais le choix de l'abstention en pareil cas car il est l'expression la plus lisible, celle qui peut le plus délégitimer une élection.

Au crédit de la nouvelle législature, une féminisation accrue – 38,6 % contre 26,9 en 2012 – sur fond de renouvellement des trois quarts des sortants.

La carte du second tour confirme celle du premier :

- macronisme très fort dans le grand ouest, le littoral atlantique, la Bourgogne, le centre des agglomérations et une partie du sud est,
- une droite qui tient surtout à l'est, dans le centre, le massif central et une partie du sud est,
- un FN qui fait ses meilleurs résultats dans le bassin minier du nord et le sud est,
- France insoumise et le PCF récupèrent des positions que le PCF avait cédées au PS (Seine Saint Denis, Seine Maritime, Gennevilliers – Colombes, Allier), perdent quelques sièges au bénéfice de LREM (Vierzon Nanterre) et investissent des terres socialistes (un siège à Paris, le sud

ouest). France insoumise est souvent au second tour dans les grandes villes,

- Le PS a une trentaine de députés mais pas de ligne politique. Il sauve certains élus, parfois avec le soutien de LREM, mais disparaît des grandes villes – Paris à un siège près et la région Ile de France, Lyon, Marseille et tout le sud est, Toulouse, Bordeaux, Strasbourg, Lille. Il garde quelques positions surtout dans l'ouest et le sud ouest.

#### **IV – Et maintenant**

En cette fin juillet, après un peu plus de deux mois de macronisme et alors que les enquêtes de satisfaction traduisent un net recul qui n'est pas un effondrement, comment, avec la modestie et la prudence nécessaires, indiquer quelques lignes de force et hypothèses pour la période qui vient ? je le ferai en examinant successivement les principales forces politiques.

Macron s'est coulé avec délectation dans les habits du président de la V<sup>ème</sup>. Il surjoue le contraste avec un Hollande perdu dans ses « petites blagues », incapable de proposer un récit, et d'assumer ses reniements, un Hollande aussi que ses bavardages incessants avec les journalistes avaient discrédité. Macron marque la distance, parle peu, sauf lors des commémorations et réunions internationales ou au congrès. La communication est verrouillée et les journalistes ne sont pas les bienvenus. L'idée est d'établir un lien direct avec le peuple et d'éviter les intermédiaires.

Mais cela va plus loin. Macron a une conception monarchique de sa fonction, un peu à la manière d'un dirigeant de grande entreprise, mais un dirigeant qui fonderait lui-même la légitimité de l'entreprise. Il y a dans ces premières semaines en macronie quelque chose de pompeux, à la manière de ces peintures de chairs flasques de la fin du XIX<sup>ème</sup>, de boursoufflé, de bouffon. Il a osé faire dire qu'il ne pouvait s'exprimer le 14 juillet car sa pensée était trop complexe... La lecture de ses écrits antérieurs apporte des éclairages. Par exemple, l'article de 2010 dans la revue *Esprit* : pas de programme, surtout ne pas se lier par des mesures annoncées mais priorité au projet – sur lequel il a fait de surprenantes vocalises lors d'un meeting à Lyon. Mais ce Macron était attaché, en apparence, à la démocratie sociale et au parlementarisme et on ne le retrouve guère. Référence plus récente : l'interview au journal *1* en 2015 : la

France serait orpheline du roi depuis la décapitation de Louis XVI et la place resterait obstinément vide sauf les intermèdes napoléoniens ou gaullistes. C'est une lecture de l'histoire de France qu'on retrouve par exemple chez Guaino : les français seraient un peuple monarchique. En fait, les français sont d'abord un peuple très politique qui demande beaucoup aux pouvoirs publics, qui croit au projet, pour le coup, collectif, ce qui amène parfois à investir des pouvoirs autoritaires mais aussi à faire vivre des formes de démocratie souvent radicales. Le temps présent est aussi contradictoire : nombreuses mobilisations à la base mais difficulté à les faire converger. Macron donne une vision unilatérale des aspirations des français et cela le conduit à assumer une forme de pouvoir très personnalisée et sans contrepouvoirs qui pourraient l'aider à ne pas être de suite en première ligne :

- Son premier ministre a été vite mis sous contrôle avec l'intervention de Macron en congrès. Il l'est aussi car obligé de partager certains conseillers avec le président,
- L'administration se doit d'être loyale dans un sens qui n'est pas conforme à la tradition française de la neutralité du service public, même si celle-ci n'a pas empêché la politisation de certaines nominations. Macron ne s'en est pas caché : il entend importer une forme de spoil system à l'américaine, soit le système des dépouilles (les fonctionnaires de direction liés à l'ancien pouvoir partent),
- Le parlement est rabaisé : il est investi par un groupe macroniste tenu à une discipline quasi militaire, dans son principe même si tout le monde ne suit pas, et dont l'incompétence politique le rend incapable d'intervenir dans les débats fût-ce pour combattre les opposants ; il va être réduit en nombre ; il est obligé de se prononcer sur un texte décisif comme la loi travail alors que la concertation (mais ce n'en est pas une voir infra) avec les syndicats n'est pas achevée,
- Les syndicats sont embarqués dans des séances de « négociation » sans pouvoir disposer d'un texte fiable. En même temps, comme dirait l'autre, le gouvernement est prêt à favoriser l'émergence d'un syndicalisme, type CFDT disons, qui, tout imprégné de culture économique libérale, grâce à des actions de « formation », serait là pour faire passer les politiques patronales,

- Les collectivités territoriales perdent en indépendance avec la suppression de la taxe d'habitation pour 80 % des ménages (74 % d'après certains chiffres). C'est peut – être contraire à la constitution et c'est un échelon de participation démocratique et d'intervention dans les choix qui est menacé.

Comment Macron peut – il faire passer ces orientations ? L'idée du « bloc bourgeois », défendue par Bruno Amiable et Stefano Pamlombardini, est stimulante. Macron réussira – t – il à pérenniser une alliance de classe entre la bourgeoisie, les artisans, les commerçants et les couches plus favorisées du salariat sur un programme de réformes libérales. Pourra – t – il isoler les couches populaires – ouvriers et employés – qui font 50 % du total ? Profitera – t – il de l'action du FN, qui divise le monde du travail et le détourne de l'affrontement contre le capital au profit de conflits « identitaires ». Pourra – t – il tirer avantage de la moindre participation électorale des couches populaires ? Macron pourra – t – il aussi décrocher une partie de ces mêmes couches en lui faisant miroiter des perspectives d'enrichissement et de réussite individuelle ? Il s'y efforcera et peut se prévaloir de son refus des discriminations ethniques, religieuses, d'orientation sexuelle ...

Je trouve la position de Macron fragile et son action récente pourrait vite se retourner contre lui. A titre d'exemple, la loi travail ne fait pas aujourd'hui l'objet d'une forte contestation : la période estivale ne s'y prête pas (c'était d'ailleurs le but de Macron), le souvenir de l'échec, avec quelques avancées obtenues, sur la loi El Khomri et des sacrifices financiers consécutifs aux grèves, pèse. Pour autant, le texte est nettement minoritaire dans le pays et la dernière enquête de l'IPSOS « Fractures françaises » chiffre à 44 %, soit 7 % de moins qu'en décembre 2016, la part des français favorables à la flexibilisation du marché du travail. Par ailleurs, 55 % des sondés pensent que, pour relancer la croissance, il faut renforcer le rôle de l'Etat dans l'économie, soit 10 % de plus qu'en décembre 2016. Ces heureuses évolutions sont peut – être pour partie un effet de la campagne présidentielle.

Trois autres remarques :

- La politique Macron va à l'encontre de tendances fortes et de préoccupations essentielles de nos concitoyens. Je pense à l'écologie qui



heurte de plein fouet l'illimitation du champ de mise en valeur des capitaux dont Macron avec son côté high tech est de fait un partisan. Je pense bien sûr à la participation démocratique. Il y a aussi la montée d'aspirations non marchandes chez de nombreux jeunes avec des pratiques artistiques, un militantisme humanitaire, le souci de la responsabilité sociale des entreprises,

- Les premiers actes du gouvernement, après les élections législatives, ont commencé à éclairer beaucoup de monde. La mise en scène du rapport de la Cour des comptes qui, de façon routinière, intervient dans le débat politique, ce qu'elle n'a pas qualité à faire, et prône toujours plus d'austérité pour les pauvres et de libéralités pour les riches, n'a pas convaincu. La mise en accusation du gouvernement précédent, auquel a si longtemps appartenu Macron, non plus. Mais c'est la combinaison des faveurs immédiates pour les nantis, alors qu'il a été question un temps, d'attendre le redressement budgétaire, et de mesures antisociales très brutales, que ce soient les coupes dans les budgets ministériels ou sur les aides au logement, qui commencent à construire l'image d'un président des riches bling bling type Sarkozy en moins,
- Enfin, l'équipe Macron semble présenter beaucoup de faiblesses. Techniquement, la partie finances – économie est compétente – dans son libéralisme. Mais c'est très insuffisant et il y a surreprésentation du CAC 40, peu de savoir faire politique, celui que les élus et les militants, et pas les groupies, acquièrent. Déjà les affaires ont fait partir plusieurs ministres, Pénicaud est sur un siège éjectable, Vidal ne brille guère et Blanquer prend beaucoup d'initiatives qui pourraient vite désorienter en donnant l'impression de défaire systématiquement ce que les enseignants ont laborieusement mis en place, et je précise que je ne pense pas du bien de la réforme des collèges mais que je mesure ce que représente de beaucoup s'investir pour répondre aux injonctions pour ensuite être obligé de tout remettre en cause.

Macron ne propose pas un récit, une aventure qui puisse unir les français. D'ores et déjà, son comportement vis-à-vis du secteur public – suppressions d'emplois, blocage des traitements, inquiétude pour le régime indemnitaire, scandaleux rétablissement de la journée de carence en cas d'arrêt maladie, mise en cause des crédits de fonctionnement et d'investissement, incapacité à

suggérer un « futur désirable », comme dirait Hamon, créé une situation qui pourrait vite se traduire par de forts mouvements de mécontentement.

Le parti En marche ! lui - même pourrait donner du fil à retordre. Déjà, des adhérents, dont il n'est pas interdit de regretter la naiveté, se jugent trahis et ne retrouvent pas, cela n'aura pas trainé, la nouvelle politique qu'ils espéraient.

Où en est la droite ? Dans une situation un peu paradoxale : ses idées, du moins pour sa fraction non identitaire, sont au pouvoir. Elle occupe des postes ministériels importants, même si la concentration du pouvoir par le président en réduit la portée. Attaque contre les aides au logement, forte réduction de l'ISF, baisse de la fiscalité sur les revenus du capital, coupes programmées de 60 milliards dans les dépenses publiques, mise en cause radicale du droit du travail – comment la droite ne s'en féliciterait pas.

Oui mais c'est, pour l'essentiel, un autre personnel politique qui met en œuvre ces orientations. La droite aurait préféré une cohabitation avec Macron mais les électeurs ne l'ont pas suivie. Aujourd'hui, elle a un problème de positionnement auquel ses composantes apportent des réponses différentes. Dès l'entre deux tours de la présidentielle, les divergences apparaissaient. Elles se sont confirmées lors des législatives et de la composition des deux gouvernements successifs.

Pour la législative, la droite avait d'ailleurs amendé son programme et tempéré l'austérité ultra du projet Fillon.

La droite s'est scindée en deux groupes – les « constructifs », minoritaires, prêts à « travailler » avec Macron, et les républicains maintenus. Les premiers sont une trentaine et les seconds une centaine. Lors du vote d'investiture de Philippe, les deux groupes se sont divisés. La majorité s'est abstenue mais un quart à un tiers a voté la confiance chez les constructifs et voté contre chez les républicains. Pour l'heure, les « dissidents » n'ont pas été exclus.

La droite peut compter avec le temps. Pour une grande part de son électorat, une opposition frontale alors que les idées sont les siennes serait mal comprise. Mais l'austérité aura un effet récessif, le chômage pourrait rester à son niveau

voire augmenter. Dès lors, la droite pourrait utiliser deux thématiques pour récupérer son électorat et accentuer la démobilisation de l'électorat Macron :

- Mettre en cause les demi-mesures du gouvernement en insistant sur sa capacité à elle, la droite, de mener au bout « la réforme »,
- Profiter de la moindre opportunité – attentat, arrivée de réfugiés - pour développer des thématiques identitaires et sécuritaires sur lesquels elle espère s'imposer à Macron.

Pour autant, la droite, on l'a vu lors de la présidentielle, n'est pas aujourd'hui attractive pour le monde du travail salarié. Elle est forte chez les retraités, dans les professions indépendantes et dans la fraction minoritaire mais militante de la société qui refuse les avancées sur le mariage pour tous, les droits des femmes et des LGBT. Pour reconstituer un conglomerat électoral à vocation majoritaire, elle doit proposer aux salariés des améliorations. Sarkozy l'avait fait avec le « travailler plus pour gagner plus ». Ce sera peut-être repris. Il est possible qu'un discours anti « assistanat », protectionniste, très critique du libre échangeisme européen et anti immigrés serve à la droite pour diviser le monde du travail et rassembler les français non issus de l'immigration récente, et qui participent plus aux élections.

Cela devrait se vérifier si Wauquiez, comme cela paraît probable, est élu à la tête des républicains. Cette ligne est majoritaire parmi les militants mais moins chez les électeurs, elle est refusée par une aile plus centriste et européenne et tout aussi antisociale. Pour avoir vocation majoritaire, c'est – à – dire permettre une présence au second tour de la présidentielle, elle a besoin de tout ou partie de l'électorat FN. En absorbant l'électorat FN ou en s'alliant avec lui ? Je crois que, sur le fond, le terrain est dégagé pour une alliance entre une partie de la droite et le FN mais la question de la candidature présidentielle, décisive sous la V<sup>ème</sup> république, et le côté firme familiale du FN sont des obstacles. Cela amène à évoquer la formation lepéniste.

Le FN est profondément installé dans la vie politique française. La France est le seul pays d'Europe occidentale où, de façon quasi continue depuis plus de 30 ans, un parti d'extrême droite obtient plus de 10 % des voix. Il est aujourd'hui à plus de 20 % à toutes les élections depuis 2014 sauf les législatives où la démobilisation a dominé. Les ressorts du vote Le Pen - discrédit de la gauche

qui s'est rallié à la droite pour le PS et a beaucoup de mal à se faire entendre des classes populaires pour la gauche de transformation sociale, avec la notable exception de la campagne Mélenchon 2017 et du score des insoumis aux législatives, destruction des collectifs de travail, disparition des services publics et des lieux de sociabilité qui permettaient de construire de l'en commun, concurrence généralisée pour acquérir des positions sociales que ce soit l'emploi, le logement et jusqu'aux places à l'école pour les enfants<sup>3</sup> - sont toujours bien là. La vibrionnante agitation médiatique autour de Macron dans la complaisance et la connivence est une piètre écume comparée à ce que vivent les français.

Toutefois, le FN est confronté à une forme de plafond de verre. Il a mesuré, surtout au second tour de la présidentielle, que le puissant électorat retraité mais aussi les cadres n'étaient pas prêts à mettre en cause la garantie que leur apporte l'euro quant à la pérennité de leur épargne et des échanges. Plus largement, le retour à la monnaie nationale apparaît flou et inquiète. Il y a là-dessus une vraie divergence au sein du FN. Elle recoupe un désaccord sur le positionnement politique entre une union des droites économiquement libérale et identitaire, qui va de pair avec le maintien dans l'euro, et un projet souverainiste et plus étatiste, celui de Philippot. Le séminaire de fin juillet des cadres FN a trouvé un compromis qui apparaît comme un trompe l'oeil : maintenir la sortie de l'euro mais en fin de quinquennat. Il est probable que le FN va satelliser une partie de la droite lors des consultations électorales locales à venir. Mais il aura besoin de renouveau pour faire de même à la présidentielle. Marine Le Pen, avec Philippot, a été vecteur de ce renouveau un temps mais sa faible campagne présidentielle et la confusion sur certains sujets lui ont nui.

Et si le PS n'avait plus d'importance ? Sa déroute électorale est patente. Elle s'est inscrite dans une suite de reniements et s'est accompagnée d'un effondrement de ses effectifs. Aujourd'hui, il est en bonne partie composé d'élus et de collaborateurs d'élus. Certes, il dirige toujours de nombreuses collectivités et compte des milliers d'élus. Mais il a perdu près de 90 % de ses

---

<sup>3</sup> Pour tout cela je renvoie au livre *Les classes populaires et le FN* aux éditions du croquant issu de deux journées de colloque organisées par la fondation Copernic.

députés et l'aimant macroniste a déjà rallié d'anciens députés PS recyclés en « marcheurs » et provoqué la création d'un groupe au sénat, surtout à partir du PS. Les sénatoriales de septembre devraient confirmer le décrochage d'une partie importante des élus qui voteront pour les candidats estampillés Macron, et, qui sait, avec optimisme, en petit nombre pour des listes France insoumise et/ou parti communiste. Une partie de la technocratie des cabinets ministériels a repris du service sans barguigner avec le nouveau pouvoir.

Les deux principales incarnations des tentations contraires – Valls et Hamon – sont parties. Ils n'ont pas convaincu grand monde de partager leur aventure respective. Valls apparaît comme un desperado perdu dans le vaste groupe macroniste et semble hors jeu. Hamon a, courageusement, créé son mouvement et quitté le PS. Toutefois, même le courant qu'il a façonné depuis une dizaine d'années ne le suit pas. C'est peut-être tactique mais le courant Hamon en est à occuper un strapontin sur 29 dans l'instance collégiale chargée de préparer la rénovation du PS. L'essentiel des militants PS partagent des positions libérales et ne sont pas en rupture avec l'ensemble de la politique Hollande. Il n'y a au PS rien de comparable au mouvement Momentum où les jeunes tiennent une grande place et sur lequel s'est appuyé Corbyn pour « dégager » les blairistes. De fait, le PS est un « astre mort » comme le disait en 2012 Mélenchon. Quant à la représentation parlementaire, elle s'est en majorité abstenue sur le vote de confiance au gouvernement Philippe et, si quelques uns ont voté contre, presque autant ont voté pour – d'ailleurs certains députés PS ont bénéficié du soutien d'En marche. Sur la loi travail, la musique du groupe rebaptisé « nouvelle gauche » n'est pas très combative et tait l'évidente continuité entre la loi El Khomri et celle que prépare le gouvernement.

Les municipales ne viendront pas avant 2020 et cela peut pousser certains membres à continuer à cohabiter au nom des intérêts bien compris. Pour autant, cela ne crée aucune dynamique. Le PS pourrait continuer à gérer un capital électoral déclinant à la façon d'un nouveau parti radical.

France insoumise (FI) a su occuper une place importante dans cette phase post électorale. Avec son groupe parlementaire elle a donné une image de travail,

d'unité, de jeunesse, de féminisation. La tradition d'irrévérence envers les institutions a été revivifiée. FI est apparue, médias aidant, comme l'opposition la plus visible à la nouvelle loi travail alors même que les communistes sont tout aussi déterminés. On peut dire que cette bataille réinscrit la lutte de classe en haut de l'agenda de FI alors qu'elle avait été un peu relativisée pendant la campagne présidentielle. On a plus souvent entendu l'Internationale.

Pour FI, la question est de conjuguer l'action au quotidien contre le macronisme et l'implantation en profondeur en tirant parti des 500 000 contacts de la campagne présidentielle. Dans une interview à Médiapart, le député Adrien Quatennens se demande, à titre personnel, comment prolonger la dynamique. Il insiste sur le besoin de ne pas figer, souligne les bienfaits du tirage au sort pour impliquer le plus de monde dans des assemblées décisionnelles, souhaite que le mouvement sache animer des campagnes thématiques au long cours et qu'il investisse les quartiers populaires en répondant aux besoins sociaux qui s'y manifestent (il prend l'exemple du soutien scolaire). Sur les deux derniers points, la leçon, si l'on peut dire, vaut aussi pour le PCF qui a souvent travaillé ainsi et continue à le faire parfois.

Nombreux sont les militants engagés dans la transformation sociale qui s'interrogent : indéniablement il se passe quelque chose à FI mais le processus de décision est très centralisé et le poids du chef considérable. C'est ainsi qu'a été conduite la campagne présidentielle au plan national quelles qu'aient été la participation des groupes de terrain et les nombreuses contributions au programme. Certaines interventions de Mélenchon pour empêcher des accords de terrain pendant la campagne législative en ont été un exemple. Nous sommes souvent informés des crises qui ont secoué le parti de gauche, celle de la fédération de Paris en 2014 pour en citer une, et des méthodes très brutales utilisées. Cela inquiète. FI s'attaque au problème de l'engagement politique, ouvre des pistes, cherche des solutions à des formes inédites d'articulation entre la base et le sommet, la participation décentralisée et la décision nationale. Mais le chemin est long.

Le PCF se trouve très clairement confronté à une menace de disparition et, pour des raisons personnelles qui renvoient à ce qui a en partie tissé la trame

d'une vie, je le vis très mal. Les 2,8 % qu'il a obtenus aux législatives montrent qu'il n'a plus d'audience nationale. Il n'est plus identifié par un projet et ne fait de score significatif que dans les endroits, toujours moins nombreux avec le déclin de son influence municipale et de ses effectifs militants, où il dirige des collectivités ou a des militants très identifiés à des luttes ou des pratiques rassembleuses. FI a rassemblé quatre fois plus de voix. Ce mouvement est un concurrent redoutable chez les jeunes et attire aussi une partie des militants communistes qui y voient l'opportunité de s'investir dans une force d'avenir. Le PCF est de plus profondément divisé et son incapacité à mener une campagne présidentielle cohérente sur tout le territoire en est la preuve.

Il n'y a pas de place pour deux partis avec des programmes très proches surtout quand l'un a un dirigeant reconnu, l'appui des médias et maîtrise des formes d'organisation accordées à la révolution numérique et l'autre pas. Le PCF n'a de sens qu'au service d'un projet communiste. Après tout, c'est une évidence. Je crois que ce projet répond à une nécessité. Il ne peut vivre qu'avec une organisation totalement repensée. Il doit décliner rigoureusement ses alliances en conséquence.

Un projet communiste ? Pour Marx, de mémoire, « nous appelons communisme non pas un idéal à créer ou un état sur lequel la société devrait se régler mais le mouvement réel qui abolit l'état actuel ». Le communisme doit pousser dans toute leur radicalité les potentialités émancipatrices d'aujourd'hui et d'abord celles qui veulent substituer l'entente et la coopération à la domination- exploitation. Cela ne manque pas dans un monde où la part croissante du travail intellectuel fait que le partage et la circulation des connaissances sont la clé du progrès et se heurtent aux logiques de captation et de prédation du capital :

- Les réseaux sociaux, les logiciels libres, la volonté de s'appropriier les circuits alimentaires et de développer l'agriculture biologique, les aspirations à la démocratie participative,
- Le combat pour une autre mondialisation, le refus de la brevetabilité du vivant, le rejet de la propriété intellectuelle capitaliste qui met des obstacles au partage des découvertes, la gratuité qui, sous réserve du respect d'autres droits légitimes comme celui des créateurs, est une aspiration d'avenir,

- Le partage des pouvoirs et des richesses et la place essentielle qu'y doit tenir la propriété publique mais aussi coopérative, sociale et autres formes de l'économie solidaire. Par quel terrible effet de mode le PCF a – t – il cessé de faire de l'extension du secteur public aux entreprises les plus importantes une priorité absolue et assumée? C'est un point important où FI a des positions peu radicales qui ne lui permettent pas de désarmer les résistances qu'opposeront les classes dominantes,
- Le projet, c'est une mondialisation de partage et de solidarité et cela suppose de bien désigner l'adversaire : l'impérialisme, toujours vivant sous les traits souriants d'Obama ou colériques de Trump. Il y a des repères à retrouver,
- Le projet, c'est aussi savoir parler de la France. Le PCF a longtemps su marier un patriotisme populaire et un internationalisme, pas toujours lucide sur le camp dit socialiste. On a vu FI retrouver les accents de ce patriotisme de progrès. Et l'Europe, au delà de l'euro, doit être refondée en mettant clairement des limites à son champ d'extension, en refusant une logique fédérale anxigène et antidémocratique en son essence car, de peuple européen il n'y a pas, en assumant une logique de subsidiarité qui part de la base et, notamment des nations.

Quel mode de fonctionnement, quel parti ? C'est ici le temps des ruptures. Par conservatisme, l'adhésion directe au front de gauche a été refusée à l'époque où le PCF pesait davantage et aurait pu prendre une place importante dans un front de gauche plus citoyen. Aujourd'hui, le PCF a de moins en moins de militants et ils sont de plus en plus âgés. Le type d'engagement requis avec cotisation et cadre territorial imposé est caduc. Il présuppose un degré de conformité au modèle, un degré de confiance qui n'existent que chez très peu de personnes. Il faut renverser la pyramide et libérer les initiatives de la base. Je crois qu'on peut parler de « parti plateforme ». Il doit mettre des ressources à disposition : des écrits – livres, tracts, brochures, affiches, autocollants, des CD, des DVD, des conférenciers et intervenants – encartés ou pas, des exemples de bonnes pratiques militantes, des sites collaboratifs ... Le principe doit être la confiance. Il n'est plus temps de s'assurer que les gens possèdent la bonne carte. Prenons des risques. Si on ne le fait pas à 2,8 % ... Bien sûr, cela doit aboutir à des décisions. Il ne suffit pas d'avoir des gens actifs à la base. Il faut des décisions d'ensemble. Pour cela, il existe des méthodes simples – par



exemple le vote électronique. Evidemment, on peut préférer le vote en présentiel après un débat, mais quand personne ne vient, quand l'autocensure et la peur de ne pas connaître les codes écartent tant de monde, il faut innover. Même chose pour le tirage au sort. Cela doit s'accompagner d'un effort d'éducation populaire, de formation, qui aidera à la pérennité des engagements.

Le PCF doit faire valoir ses capacités particulières, parfois et bien à tort oubliées. C'est un parti qui a une tradition d'intervention à l'entreprise, au cœur de l'exploitation capitaliste. Il a longtemps fondé sa politique sur des analyses des classes sociales et ne le fait plus guère allant jusqu'à reprendre des thèses confuses comme les 99 % opposés au 1 %. Il a su former des cadres de très grande qualité venus des catégories populaires. A ce jour, sa direction (c'est différent dans les villes qu'il dirige) n'est pas du tout représentative des catégories les plus exploitées. Je constate que changer cet état de fait n'est pas un objectif en tant que tel et que cela doit changer.

Autre point : pour remonter la pente, il faut restaurer la fierté de l'engagement communiste et de l'histoire dans laquelle il s'inscrit, en toute lucidité mais sans se couvrir la tête de cendres : il y a plus à admirer qu'à mépriser. La politique, ce sont aussi des sentiments, des affects et assumons le.

Troisième point : les alliances. Elles sont indissociables de l'analyse de classe mais ne s'y réduisent pas. Le PCF doit clairement assumer la fin du cycle de l'union de la gauche qui aura duré, dans les gestions locales, 50 ans. Cela n'empêche pas des alliances de second tour, des gestions communes mais l'expression propre devant les électeurs – citoyens et l'indépendance d'action et de vote dans les conseils ne peuvent être négociables. Il faut se préparer à ce que les cartes soient rebattues dans la prochaine période – avant les municipales – dans les villes avec des recompositions sur la base de l'adhésion au macronisme. Le PCF doit rassembler contre le macronisme, contre la droite et le FN. Il ne pourra plus le faire avec comme principal partenaire un PS en décomposition. Son premier partenaire, dont les comportements sont hégémoniques et à qui il faut imposer le respect mutuel, c'est la FI. Il faut s'efforcer au maximum de construire des fronts avec la formation de Mélenchon. Si le PCF doit avoir un projet plus ambitieux que celui de FI, il partage avec elle beaucoup de positions.

Au sein du PCF, des changements comme ceux qui sont ici proposés ne rallient pas les suffrages de ceux qui en tiennent à une forme parti maintenue, ni de ceux qui veulent encore enfourcher le canasson fourbu de l'union de la gauche. Il est souhaitable de surmonter les désaccords mais l'urgence impose des choix clairs.